



SUR LE
CHEMIN DE
LA LIBERTE:
MANUEL POUR
LA LIBERATION
DES PRISONNIERS
POLITIQUES



SUR LE
CHEMIN DE
LA LIBERTE
MANUEL POUR
LA LIBERATION
DES PRISONNIERS
POLITIQUES



1re édition. Novembre 2023



© **World Liberty Congress**

Cofondateurs : Masih Alinejad, Leopoldo López et Garry Kasparov

Sur le chemin de la liberté

Manuel pour la libération des prisonniers politiques

Directrice : Lilian Tintori

Rédactrices : Génesis Dávila et Marian Da Silva

Assistante de projet : Aisha Catena

Conseillères communication : Berta Valle et Antonieta Mendoza

Conseillers juridiques : Juan Carlos Gutiérrez, Jared Genser et Javier Cremades

Conseillers contenu : Carine Kanimba, Anaïse Umubyeyi Kanimba et Victor Navarro

Traduction : Solveig Kahnt et Christelle Taureau

Partenaires : Defiende Venezuela, Raoul Wallenberg Centre for Human Rights et Axel Springer Freedom Foundation

Design et illustrations : Sandra Natasadu Grafik | Werbung | Design (Hambourg) et Carina Dylus

Contributions : Alejandra Serrate, Alejandra Llamas, Alfredo Jimeno, Angelita Baeyens, Andrés Pizarro, Andrei Sannikov, Brandon Silver, Carmen Lau, Carmen Ladrón de Guevara, Carolina Ribera Añez, Carlos Briceño, Diing Mou Aguer, Enrique Martínez, Erik Jennische, Evgenia Kara-Murza, Félix Madariaga, Gilber Caro, Gustavo Tovar, Harold Miñarro, Iliana Hernández, Javier El-Hage, Jianli Yang, Luisa Elena Vidaurre, Luisana Mancipe, Luis Carlos Díaz, Mardi Seng, Mu, Nabhan Al Hanshi, Omar Alshogre, Rafael Uzcategui, Rodrigo Diamanti, Rodrigo Escobar Gil, Sardar Pashaei, Simón Gómez Guaimara, Yunova Acosta et Zvonko Matkovic.

Par souci de lisibilité, c'est le plus souvent la forme masculine qui est employée dans cette publication pour désigner des personnes. Cet emploi doit se comprendre comme générique.



Cet ouvrage
est dédié à tous
les prisonniers et prisonnières
politiques, à leurs familles
et à celles et ceux qui
les accompagnent dans
leur cheminement
vers la liberté.



TABLE DES MATIERES

	Avant-propos.....	6
1	Définir la détention pour motifs politiques	9
	Histoire et contexte	10
	Le nouveau visage de la détention politique.....	11
	Quelques définitions sous la forme de questions-réponses	12
2	Identifier et documenter la détention politique	17
	Confirmez la détention	18
	Rendez-la publique	18
	Documentez la détention	19
	Déterminez le lieu de la détention.....	20
	Recueillez des preuves de la détention	20
	Assurez un suivi sans faille	20
	Tenez un journal de bord.....	21
	Sécurisez vos informations.....	21
	Procurez-vous une assistance technique et juridique.....	21
3	Élaborer une stratégie de libération	25
	Conseils d'ordre général	26
	Fixez-vous des objectifs	26
	Analysez l'environnement.....	26
	Évaluez les ressources	27
	Gérez les relations avec les pouvoirs publics	27
	Protocole de sécurité	27
	Évaluez et ajustez	27
4	Prévoir un soutien global en amont de la libération	31
	Le prisonnier politique : difficultés et besoins.....	32
	Stratégies pour le bien-être du prisonnier politique.....	33
	Personnes accompagnant un prisonnier politique : difficultés et besoins.....	35
	Stratégies pour le bien-être des personnes accompagnant un prisonnier politique.....	36
5	Créer et gérer des réseaux de soutien	43
	Identifiez vos alliés potentiels.....	44
	Distribuez les rôles parmi vos alliés	44
	Assurez-vous de l'engagement de vos alliés	46
	Encouragez la coopération	46
	Entretenez la communication	46
	N'oubliez pas la santé mentale.....	46
	Évaluez et ajustez votre réseau de soutien.....	47

6	Élaborer un narratif : comment parler des prisonniers politiques	51
	Esquissez un profil du détenu	52
	Surveillez le ton du message.....	53
	Appelez à l'action	55
	Évaluez et ajustez.....	55
7	Choisir l'image du prisonnier politique pour la communication.....	59
	Choisissez une image adaptée.....	59
	Si vous n'avez pas de photo.....	60
	Communiquez de manière cohérente	60
	Veillez au respect et à la dignité	60
8	Gérer la communication.....	63
	Choisissez vos canaux de communication.....	64
	Tissez et gérez un réseau de contact dans les médias	64
	Préparez la communication de crise	64
	Conseils pratiques.....	66
	1. Gestion de la communication via les méthodes classiques.....	66
2. Gestion de la communication sur les médias sociaux.....	68	
9	Campagnes de sensibilisation et de mobilisation	73
	Planification des campagnes de sensibilisation et de mobilisation.....	74
	Stratégies de mobilisation et de sensibilisation	77
10	Manœuvrer au sein du système juridique national.....	83
	Adaptez-vous aux juridictions locales.....	84
	Choisissez un représentant légal.....	85
	Élaborez une stratégie de défense	87
	Interagissez avec les autorités.....	89
Souciez-vous de l'éthique et du respect de la loi.....	92	
11	Actions en justice et défense des droits à l'échelle internationale	97
	Mécanismes internationaux en matière de procédures judiciaires	100
	Mécanismes internationaux en matière de défense des droits.....	102
	Conseils pratiques.....	104
12	Sur le chemin de la liberté	
	Message à celles et ceux qui luttent et à celles et ceux qui ont triomphé.....	109

AVANT-PROPOS

Si vous lisez ceci, vous pensez peut-être qu'il est déjà trop tard : parce que vous-même ou l'une des personnes qui vous est chère affrontez ou appréhendez une privation arbitraire de liberté. Vous vous sentez probablement seul et croyez qu'il n'y a que vous face à une telle situation. Mais vous n'êtes pas seul. L'emprisonnement politique est couramment utilisé par les régimes autocratiques pour museler l'opposition et se maintenir au pouvoir. À travers l'histoire, des geôles chiliennes de Pinochet aux actuelles prisons chinoises débordant de dissidents, les voix de celles et ceux qui ont osé défier le pouvoir sont nombreuses à avoir été réduites au silence. Cependant, même dans les coins et recoins les plus sombres où l'on bafoue la liberté, la résistance et la solidarité s'organisent.

Ce manuel n'est pas seulement un guide, c'est aussi un outil universel né d'un engagement pour la dignité humaine, la justice et la liberté. Nous y présentons les meilleures pratiques tirées de l'expérience qu'ont directement vécue des prisonniers politiques et leurs familles, des avocats, des représentants de la société civile, des organisations internationales et des responsables gouvernementaux tout comme des psychologues et autres experts. Bien que chaque combat soit unique, les principes et les stratégies exposés dans cet ouvrage sont universels et peuvent être adaptés à n'importe quel contexte.

Durant cette épreuve, des questions cruciales se poseront à vous. Et la toute première décision que vous devrez prendre sera la suivante : prendre publiquement la parole ou opter pour le silence. Les régimes impliqués tentent fréquemment de négocier la liberté contre le silence ; mais il s'agit le plus souvent d'un piège. Une prise de parole publique peut protéger la victime. Si vous choisissez de parler haut et fort, ce manuel vous servira de guide pour franchir chaque étape l'une après l'autre. Si en revanche vous préférez vous taire et suivre les instructions du régime auquel vous avez affaire, alors ce manuel ne vous aidera pas.

Prônant la non-violence et une résistance civile pacifique qui fait bouger les choses, cet ouvrage est un appel à la résistance organisée, à une action méthodique et à un engagement pour la justice et la démocratie. Nous ne saurions vous donner des gages de réussite, mais nous nous efforcerons de vous fournir les outils nécessaires pour avoir une longueur d'avance dans votre cheminement vers la liberté.

Puisse ce manuel attester de la résilience humaine face à l'injustice. Puisse-t-il insuffler force et inspiration et ouvrir la voie à une action efficace tout comme à un changement réel. Et puisse-t-il, par-dessus tout, livrer un témoignage durable de la résistance et des libérations pacifiques aux quatre coins du monde.







Chapitre 1

DÉFINIR LA DÉTENTION POUR MOTIFS POLITIQUES

La détention pour motifs politiques est une stratégie utilisée par divers gouvernements et régimes autoritaires pour réprimer toute forme de dissidence et maintenir leur emprise sur le pouvoir. Depuis des temps immémoriaux, ceux qui contestent l'autorité risquent d'être emprisonnés, voire de disparaître. L'histoire est parsemée d'exemples de cette pratique, et cette réalité sombre persiste dans de nombreuses régions du globe.

La plupart des détentions pour motifs politiques reposent sur des lois et des politiques ambiguës ou trop larges, ce qui permet aux autorités d'arrêter et d'incarcérer des individus en raison de leurs opinions ou convictions politiques. Ces détentions, souvent menées sans respect des procédures judiciaires équitables, sont parfois accompagnées de torture ou de mauvais traitements.

Histoire et contexte

Les détentions pour motifs politiques ne sont en aucun cas une invention récente, mais plutôt un élément intrinsèque de l'histoire de l'humanité, remontant à l'aube du pouvoir lui-même. Un regard sur le passé révèle des exemples éloquentes de cette pratique. En 399 av. J.-C., à Athènes, Socrate fut emprisonné et condamné à mort¹ pour avoir osé remettre en question les croyances et les normes solidement ancrées de la société de son époque. Plus tard, au XVII^e siècle, Galilée se vit contraint par l'Église catholique à une résidence surveillée à vie pour avoir ardemment défendu la théorie héliocentrique, affirmant que la Terre orbite autour du Soleil².

Ces exemples historiques ont laissé des traces qui perdurent jusqu'à nos jours. À travers les époques et les cultures, la prison est devenue un instrument impitoyable entre les mains de nombreuses autorités pour faire taire ceux et celles qui osent remettre en question l'ordre établi. Des sombres jours du régime stalinien en Union soviétique³ aux dictatures castristes à Cuba⁴ et des détentions massives des défenseurs des droits des femmes en Iran⁵ jusqu'à la révolution culturelle fracassante

¹ Ramis, J. 2005. Reflections On The Political Background In The Trial Against Socrates.

² McMullin, E. 2007. The Case for Galileo. Faraday Institute for Science and Religion.

³ Par régime stalinien de l'Union soviétique, nous entendons la période durant laquelle Joseph Staline a été au pouvoir – des années 1920 jusqu'à sa mort en 1953. Durant ces décennies, Staline a institué des politiques répressives, des exécutions de masse, des purges politiques et la création de goulags (camps de travail forcé), entraînant par là même la persécution et la détention d'opposants politiques, d'intellectuels et, plus généralement, de citoyens. Ferrary, A. 2006. The reason for terror: Hitler and Stalin.

⁴ Par dictatures castristes de Cuba, nous entendons le régime dirigé par Fidel Castro, puis par son frère Raúl, à compter de la victoire de la révolution cubaine en 1959. Pendant les décennies qui ont suivi, et jusqu'à aujourd'hui, Cuba a été le théâtre de détentions pour motifs politiques, de répression de la liberté d'expression et de restrictions des droits civils – y compris la détention d'opposants politiques et de dissidents.

⁵ Les détentions massives de défenseuses et défenseurs des droits de la femme en Iran se réfèrent aux mesures prises par le gouvernement iranien en réaction aux manifestations et aux actions de femmes luttant pour leurs droits dans ce pays. Ces détentions en lien direct avec la participation à des manifestations ou à des actions relatives à l'égalité des sexes en Iran ont été largement documentées par les organisations de défense des droits humains.

en Chine⁶, ce schéma présente des caractéristiques facilement identifiables.

Qu'ils appartiennent à l'histoire ancienne ou contemporaine, ces exemples nous rappellent avec force qu'indépendamment du lieu ou de l'époque, le pouvoir peut, lorsqu'il se sent menacé, recourir à des moyens terrifiants pour faire taire les voix contestataires.

Le nouveau visage de la détention politique

La détention pour motifs politiques a subi des évolutions au fil du temps, changeant de forme en fonction des contextes géopolitiques. Si elle était autrefois principalement associée aux dictatures et aux régimes autoritaires⁷, elle sévit désormais également dans des pays se proclamant démocratiques⁸.

De nombreuses détentions pour motifs politiques sont justifiées par des accusations de crimes de droit commun. En Russie, par exemple, de nombreux opposants au régime de Vladimir Poutine ont été accusés de corruption dans des affaires largement perçues comme fabriquées de toutes pièces afin de réduire au silence les critiques envers le Kremlin.⁹

⁶ La révolution culturelle chinoise est un mouvement à la fois politique et social lancé par Mao Zedong dans les années 1960. Durant cette période, la lutte des classes et la suppression de toute forme de contestation idéologique ont été mises en avant – avec pour conséquence la persécution, l'arrestation et la mise au travail forcé de milliers d'intellectuels, d'artistes et de personnes jugées « contre-révolutionnaires ».

⁷ En 2022, 72 % de la population mondiale, soit 5,7 milliards de personnes, vivaient dans des régimes autocratiques. V-Dem Institute. Democracy Report 2023: Defiance in the Face of Autocratization.

⁸ Le rapport de Freedom House sur l'état de la démocratie en 2022 (State of Democracy 2022 report) souligne la tendance inquiétante à un déclin constant de la liberté dans le monde pour la 17e année consécutive. Même si l'écart entre les pays en voie d'amélioration et les pays en voie de dégradation s'est réduit au cours de cette année, ce recul persistant met en évidence les difficultés auxquelles sont confrontées la démocratie et les droits humains partout dans le monde.

⁹ Freedom House. Russia: Country Report 2022. Disponible sur <https://freedomhouse.org/country/russia/freedom-world/2022>

Au Nicaragua, lors de la campagne précédant les élections générales de 2021, plusieurs candidats à la présidence ainsi que des personnalités opposées au gouvernement de Daniel Ortega ont été emprisonnés sous diverses accusations pénales¹⁰, notamment de complot contre l'intégrité nationale, de trahison et de blanchiment d'argent. Ces détentions sont largement perçues comme des tentatives visant à éliminer la concurrence politique.

En outre, les lois antiterroristes sont souvent utilisées pour incarcérer des dissidents en les qualifiant de menaces pour la sécurité nationale. Au Venezuela, sous le régime de Nicolás Maduro, les lois contre le crime organisé et le financement du terrorisme, ainsi que les lois contre la haine, la coexistence pacifique et la tolérance, sont fréquemment invoquées pour justifier la détention de journalistes, de militants et de membres de l'opposition accusés d'apologie du terrorisme¹¹.

Quelques définitions sous forme de questions-réponses

- **Qu'est-ce qu'un prisonnier politique ?**

Un prisonnier politique est une personne détenue par les autorités en raison de ses convictions politiques, de ses déclarations ou de ses activités qui défient ou critiquent le régime en place. Souvent privés d'un procès équitable, les prisonniers politiques sont emprisonnés dans le but de réduire au silence les voix dissidentes et de supprimer l'opposition politique, ce qui constitue une grave violation des droits de l'homme et des principes démocratiques¹².

¹⁰ Human Rights Watch. World Report 2022: Nicaragua. Disponible sur <https://www.hrw.org/es/world-report/2022/country-chapters/nicaragua>

¹¹ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Venezuela: UN experts condemn the use of anti-terrorism laws to convict trade unionists and union leaders. 11 août 2023.

Disponible sur [https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/08/venezuela-un-experts-condemn-use-counter-terrorism-laws-convict-trade#:~:text=The%20convictions%20epitomised%20a%20growing,righ%20work%2C"%20they%20said](https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/08/venezuela-un-experts-condemn-use-counter-terrorism-laws-convict-trade#:~:text=The%20convictions%20epitomised%20a%20growing,righ%20work%2C).

¹² Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. The definition of a political prisoner. Disponible sur <https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-en.asp?-fileid=19150&lang=en>

- **« Prisonnier politique » et « responsable politique en prison », est-ce la même chose ?**

Non, ce sont deux catégories de détenus distinctes. Le prisonnier politique est incarcéré en raison de ses convictions ou de ses activités politiques, tandis que le responsable politique en prison est une personne occupant un poste politique officiel et détenue pour une infraction pénale, liée ou non à son activité politique.

- **Quelle différence existe-t-il entre « prisonnier politique » et « prisonnier non politique » ?**

Un prisonnier politique est détenu pour des motifs politiques, tandis qu'un prisonnier de droit commun est incarcéré pour avoir enfreint le droit pénal, indépendamment de tout motif politique. La détention d'un prisonnier de droit commun est basée sur le respect strict de la loi et sanctionne des infractions pénales établies, alors que la détention d'un prisonnier politique représente une utilisation politisée du système judiciaire.

- **Tous les prisonniers politiques sont-ils des prisonniers d'opinion ?**

Pas nécessairement. Un prisonnier politique est détenu en raison de ses convictions politiques ou de ses activités défiant ou critiquant le régime en place, tandis qu'un prisonnier d'opinion est une personne détenue uniquement en raison de ses convictions, de son identité ou de son intégrité morale, sans qu'elle ait recours à la violence ou prône son usage¹³. Bien que tous les prisonniers d'opinion puissent être considérés comme des prisonniers politiques au sens large, l'inverse n'est pas toujours vrai. Certains prisonniers politiques ont pu recourir à la violence ou participer à des actions violentes, ce qui les différencie des prisonniers d'opinion.

- **Qu'entend-on par détention arbitraire ?**

La détention est qualifiée d'arbitraire lorsqu'un individu est privé de

¹³ Amnesty International – Qu'est-ce qu'un prisonnier d'opinion ? 16 février 2019. Disponible sur <https://www.amnistia.org/ve/blog/2019/02/9334/que-es-un-pres0-de-conciencia>

sa liberté sans bénéficier de garanties juridiques adéquates ou en violation des droits humains fondamentaux. Cette forme de détention représente une manifestation de l'injustice et de la répression, constituant ainsi une violation grave des principes de l'état de droit et de la justice¹⁴.

- **Qu'entend-on par détention politique ?**

La détention pour motifs politiques est une stratégie utilisée par les régimes autoritaires pour réduire au silence et neutraliser les individus ou groupes qui contestent ou critiquent le pouvoir en place. En sapant les principes de justice et de démocratie, cette forme de détention représente une instrumentalisation du système judiciaire à des fins politiques.

- **La détention pour motifs politiques peut-elle être arbitraire ?**

Oui, une détention pour motifs politiques peut être arbitraire, surtout lorsqu'elle est effectuée en violation du droit ou des droits humains fondamentaux. Cette pratique porte gravement atteinte aux principes démocratiques et à la justice. La combinaison de l'arbitraire et des motivations politiques à la base de la détention nécessite une réponse ferme et stratégique de la part de la société civile et de la communauté internationale. Cependant, il est important de noter que toutes les détentions arbitraires ne sont pas

¹⁴ D'après les critères adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire, les détentions arbitraires s'articulent autour des catégories suivantes : (i) lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un fondement juridique quelconque qui justifie la privation de liberté (cas du maintien en détention d'une personne alors qu'elle a purgé sa peine ou qu'une loi d'amnistie lui est applicable) (catégorie I) ; ii) lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés proclamés dans les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, pour autant que les États concernés soient parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ; (iii) lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ; (v) lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance ; l'origine nationale, ethnique ou sociale ; la langue ; la religion ; la situation économique ; l'opinion politique ou autre ; le sexe ; l'orientation sexuelle ; le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).





Chapitre 2

IDENTIFIER ET DOCUMENTER LA DÉTENTION POLITIQUE

La plupart des détentions politiques sont dépourvues de toute transparence. Pour œuvrer à la libération des détenus, les premières étapes vont donc consister à cerner, puis à documenter la situation avec la plus grande minutie. N'oubliez pas que les premières heures d'une détention sont décisives. C'est à ce moment précis que la victime est la plus vulnérable aux abus commis par les autorités responsables de la détention : vous devez alors intervenir sans le moindre délai. Dès le début de la détention, il est capital d'en consigner chaque détail, à commencer par l'endroit, la date, les auteurs et, s'il est connu, le lieu de la détention ou, s'il est inconnu, une déclaration relative à la disparition forcée.

Une documentation méthodique ne servira pas seulement à confirmer une détention, elle établira également une base solide pour en contester la légalité lors des actions en justice et des campagnes de sensibilisa-

tion à venir. Essentielle, cette tâche doit être exécutée en toute discrétion et en toute sécurité, dans un souci de protection de l'identité des individus concernés et d'intégrité des informations recueillies. Dans ce qui suit, nous allons répertorier divers conseils pratiques pour bien spécifier et documenter la détention de la personne qui vous est chère.

Confirmez la détention

Si vous n'avez pas été témoin de l'arrestation, la première chose à faire est d'en confirmer l'existence. Pour ce faire, il faudra éventuellement contacter des amis, de la famille, des voisins, des membres d'organisations politiques ou sociales ou encore des avocats et défenseurs des droits humains. Il arrive que les autorités nient la détention : il est donc d'autant plus important d'obtenir des informations indépendantes, lorsque cela vous est possible.

Rendez-la publique

Les 72 heures suivant la mise en détention sont vitales dans la mesure où il s'agit du laps de temps durant lequel les victimes sont soumises à nombre de violations des droits humains, comme la non-présentation à un juge, les disparitions forcées, la torture et bien d'autres abus graves. C'est à ce moment que les questions pressantes s'accumulent : quel type de mesures devrais-je prendre ? Quelle réaction dois-je afficher face à la détention ? Faut-il que j'en parle haut et fort ou ferais-je mieux de me taire ? Faut-il porter ce cas à la connaissance du public ou au contraire le traiter dans la plus grande discrétion ? Il est primordial de bien répondre à ces questions car les décisions que vous allez prendre jalonnent votre cheminement vers la liberté.

Dès l'arrestation, la décision la plus importante sera de rendre publique ou non cette détention. Durant les premières heures, vous serez confronté à deux options : vous lancer dans des négociations discrètes et privées, ou dans une campagne publique. Dans le premier cas, vous passerez par des canaux de communication confidentiels pour traiter avec les autorités afin d'aboutir à des accords à l'insu du public. Dans le second, vous ferez connaître le caractère illégal de la détention et des violations des droits humains afin de faire pression sur les autorités. À

ce stade, vous devez savoir que même si vous décidez de rendre publique la détention dans un premier temps, vous aurez toujours l'opportunité, par la suite, de choisir entre un processus de négociations public ou privé.

Porter l'affaire à la connaissance du public peut s'avérer nécessaire, voire primordial. Loin de relever d'une simple stratégie, cette décision est en soi un acte de courage et de résistance. Dès lors qu'une affaire se transforme en question d'intérêt public, les autorités se retrouvent sous d'implacables projecteurs. La visibilité accrue qui en découle entraîne une mobilisation capable de dépasser les frontières, en rassemblant la société civile et la communauté internationale. Contraintes de prendre réellement en compte les préoccupations du public et conscientes que leurs mesures seront scrutées et évaluées, les autorités subissent alors une pression certaine. Face aux conséquences politiques et juridiques des abus ou violations des droits humains dont ils devront répondre, les pouvoirs publics pourraient changer de cap, ce qui créerait un précédent de poids.

Dans ce contexte, il est important de bien comprendre ceci : ce n'est que si vous décidez d'attirer l'attention sur le cas de la personne qui vous est chère et si vous choisissez de porter ce cas à la connaissance du public que vous pourrez recourir au vaste éventail d'outils et de ressources que propose ce manuel pour bâtir votre propre stratégie de libération. La visibilité de l'affaire et la sensibilisation de l'opinion publique constitueront le socle sur lequel reposera l'efficacité des mesures que vous prendrez pour mener à bien cette mission ardue.

Documentez la détention

Une fois que la détention est confirmée, il est crucial de recueillir autant d'informations que possible sur les circonstances de l'arrestation. À ce stade, l'exactitude et la minutie sont essentielles. Si certaines informations font défaut, il est important de le mentionner, car toute inexactitude pourrait compromettre la crédibilité de l'affaire.

Voici quelques exemples de questions clés à se poser : Qui sont les auteurs de l'arrestation ? Quand et où la détention a-t-elle eu lieu ? Y

avait-il des témoins ? Des justifications ont-elles été avancées pour cette détention ? Une procédure judiciaire a-t-elle été suivie ? Y a-t-il eu des violences ou des menaces ?

Déterminez le lieu de la détention

Une fois que vous avez bien compris les circonstances de la détention, il est primordial d'en déterminer le lieu. Si le détenu ne peut pas être localisé, il peut s'agir d'une disparition forcée.

On parle de disparitions forcées lorsque les autorités cachent le lieu de la détention, lorsqu'ils la nient ou lorsqu'ils dissimulent des informations relatives à l'emplacement des détenus – ce qui constitue une grave violation des droits humains.

Même s'il peut se révéler compliqué d'obtenir ces informations, il est capital de déployer tous les efforts possibles pour localiser le détenu. À cette fin, il convient de se renseigner auprès des autorités locales, de passer des coups de fil ou de se rendre dans des centres de détention. Aussi bouleversant que cela puisse être, il est également nécessaire d'aller frapper à la porte des morgues et des hôpitaux. S'il est impossible de déterminer l'emplacement du détenu, il faut le porter disparu.

Recueillez des preuves de la détention

Le recueil de preuves tangibles est l'un des piliers du processus de documentation d'une détention pour motifs politiques. Des éléments tels que des témoignages, des vidéos ou des photos serviront non seulement à consigner fidèlement l'événement, mais aussi à compléter et à renforcer le narratif, en apportant une base solide de preuves irréfutables. Ces preuves pourront s'avérer cruciales pour confirmer la détention, contester sa légalité et sensibiliser le public au dossier en question.

Assurez un suivi sans faille

La situation du détenu politique peut rapidement changer du tout au tout ; il est donc essentiel de suivre de près ses moindres développements. Il pourra s'agir de changements concernant son statut juridique,

sa santé, son emplacement ou encore de toute communication qu'il ou elle pourrait entretenir avec le monde extérieur. Vous devriez également être à l'affût de toute mesure de harcèlement à l'encontre de membres de la famille ou d'alliés. Tenez à jour votre documentation en y ajoutant tous les changements qui se produisent.

Tenez un journal de bord

Nous vous suggérons de tenir un journal de bord détaillé pour consigner tous les événements et toutes les mesures en lien avec la situation du prisonnier ou de la prisonnière politique. Ce journal de bord devra tout mentionner : des détails relatifs à la détention aux mises à jour concernant les conditions d'incarcération, en passant par les différentes étapes de la procédure judiciaire, les rencontres avec les pouvoirs publics, les faits de harcèlement ou de persécution à l'encontre de membres de la famille ou de l'équipe de travail et toute déclaration publique des autorités à propos de l'affaire. Vous y intégrerez chaque fait qui vous semblera significatif.

Votre journal de bord constituera un outil précieux pour planifier, mettre en œuvre et évaluer votre stratégie de libération ; il aidera à orienter le narratif, la communication, les actions de mobilisation et la procédure judiciaire. Conservez les informations du journal de bord en lieu sûr et faites une copie de sauvegarde. Les chapitres qui suivent mettront en évidence la valeur particulière de ce journal.

Sécurisez vos informations

Vous devez impérativement stocker en toute sécurité la totalité des informations et des données relatives à l'affaire. Si vos informations sont numérisées, pensez à recourir à des supports cryptés et n'oubliez jamais que la surveillance et le piratage rôdent. Pour les supports matériels, il sera utile de déposer des copies des informations concernées dans divers lieux sûrs afin d'avoir des sauvegardes et d'éviter les pertes.

Procurez-vous une assistance technique et juridique

Cherchez à obtenir l'aide immédiate d'un avocat ou d'une organisation de défense des droits humains pour vous assister dans la protection

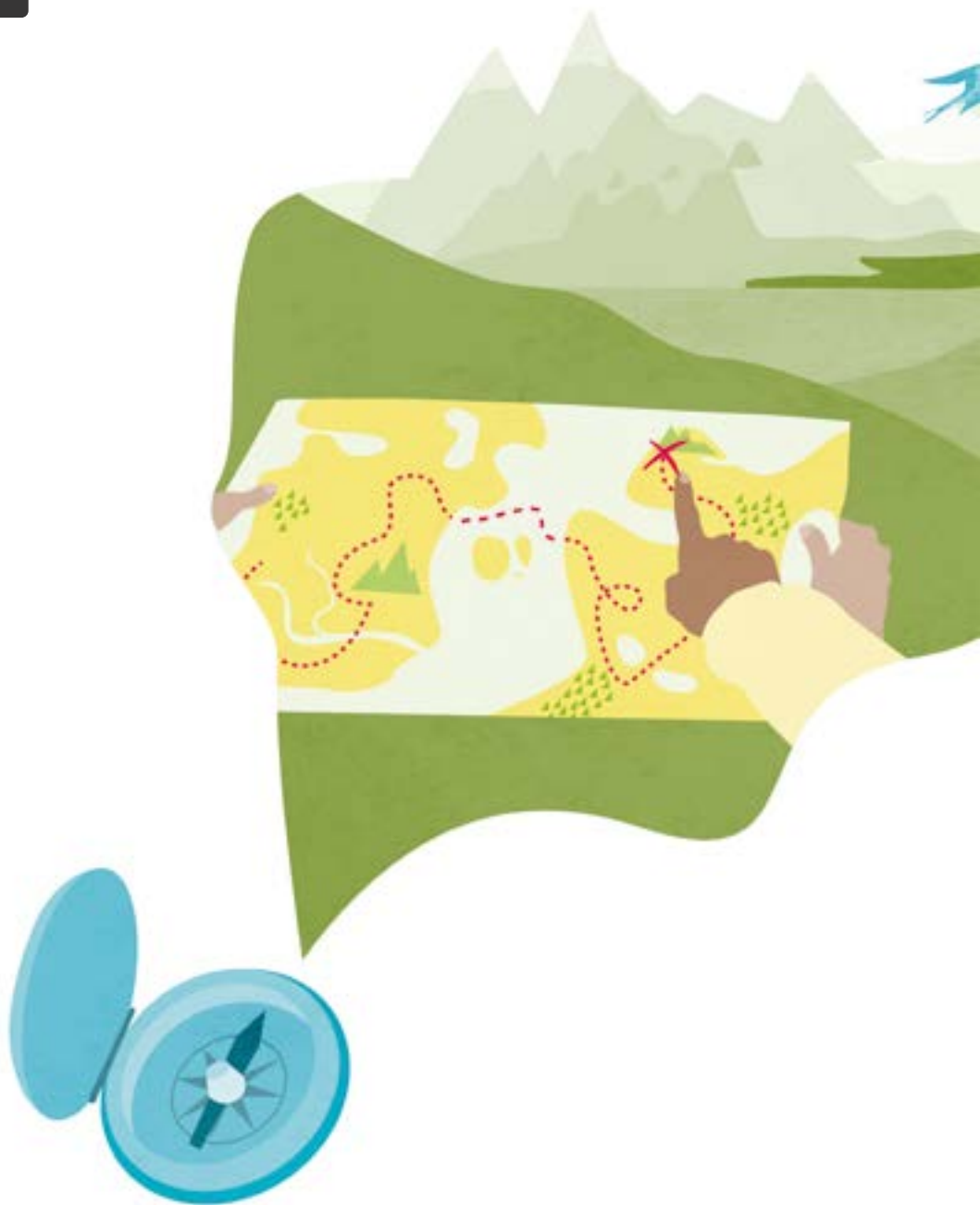
des droits du prisonnier politique au cours de ces toutes premières heures et dans la mise en place d'une stratégie globale de libération. Les chapitres suivants vont approfondir ce sujet.

Prenons le cas de Paul Rusesabagina, un célèbre défenseur des droits humains au Rwanda, et examinons le rôle crucial joué par ses filles Carine et Anaïse Kanimba dans la défense de ses droits. Paul Rusesabagina est connu pour son courage lorsqu'il dirigeait l'Hôtel des Mille Collines à Kigali pendant le génocide rwandais de 1994, protégeant ainsi plus d'un millier de réfugiés contre la violence généralisée. En 2020, il a été victime d'une disparition forcée et a été détenu au Rwanda pour terrorisme.

Face à ces circonstances, ses filles Carine et Anaïse ont joué un rôle déterminant en documentant et en rendant publics les moindres détails de sa détention dès sa disparition forcée. Les informations recueillies ont été partagées avec diverses organisations de défense des droits humains et groupes de travail internationaux. Des conférences de presse ont également été organisées pour tenir les médias et les dirigeants mondiaux informés des conditions de détention de Paul Rusesabagina.

De plus, une collaboration a été établie avec de nombreuses organisations et institutions, notamment le Groupe de travail sur la détention arbitraire (WGAD), l'Association américaine du barreau (ABA), l'Association internationale du barreau, la Fondation Clooney pour la justice, le Parlement européen et le Congrès des États-Unis, afin de documenter officiellement sa détention conformément aux normes internationales en matière de droits humains. En 2023, après deux années de détention, Paul Rusesabagina a été libéré.

L'histoire de Paul Rusesabagina souligne l'importance cruciale de l'identification et de la documentation des détentions politiques, fondement de tous les efforts visant à défendre les droits des détenus et à lutter contre l'oppression. La précision des informations recueillies est essentielle pour faire triompher la vérité et renforcer les bases des actions en justice et des campagnes de sensibilisation ultérieures.





Chapitre 3

ÉLABORER UNE STRATÉGIE DE LIBÉRATION

Face à une détention pour raisons politiques, un parcours difficile et incertain s'annonce. Dans les chapitres précédents, vous avez appris à mieux comprendre le caractère de la détention et vous avez acquis des connaissances pour la documenter. Désormais, il faut avancer et bâtir une stratégie globale qui vous mettra sur la voie de la liberté.

Votre stratégie s'articulera autour de trois axes principaux, tout aussi essentiels et pertinents les uns que les autres. Dans un premier temps, vous vous mettrez en quête d'une assistance et chercherez à assurer une stabilité, pour le prisonnier comme pour vous-même. Les détentions politiques peuvent entraîner des bouleversements psychologiques. Il est donc impératif de trouver le moyen, pour vous-même et le prisonnier politique, d'affronter au mieux cette épreuve. Vous allez également créer un réseau de soutien indéfectible qui vous accompagnera dans la mise en œuvre de votre stratégie.

Dans un deuxième temps, vous aborderez la gestion de la stratégie de communication. Lorsque la détention est illégale, il est capital d'attirer l'attention du public. Vous apprendrez comment élaborer un narratif efficace qui mette en évidence le caractère injuste de la détention et comment mener des campagnes de sensibilisation pour obtenir le soutien nécessaire.

Dans un troisième temps, vous vous plongerez dans les procédures judiciaires et la défense des droits à l'échelle nationale et internationale. Contester la légalité de la détention et chercher à obtenir justice constituent des étapes cruciales de votre stratégie. Vous apprendrez comment exploiter les ressources juridiques et travailler avec des avocats, des experts et des instances internationales de défense des droits humains.

Votre objectif final sera de réussir à faire libérer le détenu politique. Pour y parvenir, il faut bien comprendre que les trois axes de votre stratégie ne doivent pas nécessairement suivre un ordre spécifique. Il convient d'y œuvrer simultanément dans un souci constant de complémentarité, afin de déployer une stratégie de libération harmonieuse. Dans les chapitres qui suivent, nous allons vous indiquer en détail comment bâtir votre stratégie.

Vous trouverez ci-après quelques conseils d'ordre général qui vous aideront à préparer votre propre stratégie de libération en adoptant une approche globale spécialement adaptée à votre situation.

Conseils d'ordre général

- **Fixez-vous des objectifs**

Il est judicieux de définir des objectifs pour suivre les progrès de votre stratégie de libération. Ces objectifs vous aideront à avancer vers la justice et la liberté. Organisez vos objectifs autour des trois axes de votre stratégie globale de libération : 1) accompagnement, 2) communication, 3) actions en justice et défense des droits.

- **Analysez l'environnement**

Effectuez des recherches pour bien comprendre le contexte dans lequel vous évoluez. Qui sont les acteurs impliqués dans la déten-

tion ? Quelles peuvent être leurs motivations pour la détention ? Quelles pourraient être leurs motivations en faveur d'une libération ? Quelle est la situation politique générale dans votre pays ? Quelles lois ou politiques pourraient influencer l'affaire ? Cette analyse vous aidera à identifier les opportunités et les menaces de votre stratégie et à mieux planifier votre avancée.

- **Évaluez les ressources**

Lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de votre stratégie de libération, évaluez soigneusement les ressources à votre disposition. Il peut s'agir de personnes, de financements, de temps, de connaissances, de compétences et de canaux de communication. Identifiez comment obtenir et utiliser ces ressources de manière optimale pour atteindre vos objectifs. Par exemple, si vous avez des contacts au sein de grands médias, cette ressource peut s'avérer précieuse pour sensibiliser le public à votre cause.

- **Gérez les relations avec les pouvoirs publics**

Restez ferme sur la priorité de libération du prisonnier politique à chaque interaction avec les autorités. Soyez pragmatique sur les intentions des autorités et planifiez soigneusement votre communication. Documentez toutes les interactions en détail. Votre adaptabilité et le soutien international peuvent être précieux dans cette démarche.

- **Protocole de sécurité**

Intégrez un protocole de sécurité solide dans votre stratégie de libération pour protéger l'intégrité de toutes les personnes impliquées. Comprendre les sources potentielles de danger est essentiel pour prévenir les risques et les menaces.

- **Évaluez et ajustez**

Prévoyez d'évaluer régulièrement votre stratégie et soyez prêt à l'ajuster en fonction des changements de contexte, des obstacles rencontrés ou des nouvelles opportunités. Assurez-vous que vous suivez la voie la plus efficace pour obtenir la libération du détenu.

Exemple

Le cas du réalisateur ukrainien Oleg Sentsov montre quelle peut être l'efficacité d'une stratégie bien planifiée et d'un réseau de soutien persévérant pour parvenir à la libération d'un détenu dans un contexte difficile. Alors qu'Oleg Sentsov avait été placé en détention par le gouvernement russe en 2014 pour des raisons politiques, son réseau de soutien s'est fixé des objectifs clairs lors de la définition de sa stratégie : faire connaître l'affaire à l'échelle mondiale, obtenir un soutien politique international et présenter son cas à des instances internationales.

Ainsi, les personnes impliquées ont mis en place des actions telles que des campagnes sur les réseaux sociaux, des manifestations devant les ambassades russes et des rencontres avec des responsables politiques européens et américains pour les presser de prendre position contre la détention injuste d'Oleg Sentsov et exiger sa libération. Dans le même temps, cherchant à obtenir justice par le biais d'instances internationales, des avocats spécialistes des droits humains préparaient une plainte destinée à être déposée devant la Cour européenne des droits de l'homme. En 2018, Oleg Sentsov a remporté le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit.

Enfin, en 2019, après cinq années d'emprisonnement, Oleg Sentsov a été libéré grâce à la lutte incessante et à l'action concertée de son réseau de soutien, qui a continué d'attirer l'attention internationale sur son cas. Son histoire illustre parfaitement comment une stratégie méticuleuse, un réseau de soutien déterminé et une approche flexible mais prudente peuvent contribuer à faire sortir de prison un défenseur des droits humains, même dans un contexte aussi difficile que celui de la Russie.

Dans ce chapitre, nous avons exposé les grands axes permettant de progresser vers une libération grâce à l'élaboration d'une stratégie solide et efficace. Cette stratégie doit être une feuille de route flexible, adaptée à chaque situation. Nous avons maintenant compris l'importance cruciale de définir des objectifs clairs, d'évaluer nos ressources, d'analyser le contexte et de mettre en œuvre des actions concrètes pour parvenir à la libération du détenu. Dans les chapitres suivants, nous explorerons



Chapitre 4

PRÉVOIR UN SOUTIEN GLOBAL EN AMONT DE LA LIBÉRATION

Le combat pour la libération d'un prisonnier politique est une bataille émotionnelle et stratégique qui requiert une assistance et un soutien poussés à divers niveaux.

Il y a d'abord le prisonnier politique, dont le bien-être physique et mental peut être sérieusement ébranlé par les conditions de détention. Sa résistance et sa résilience sont bien sûr capitales, mais il ne doit pas mener seul ce combat. Un soutien et un accompagnement adéquats peuvent faire toute la différence entre le désespoir et l'espoir, entre l'isolement et la connexion avec le monde extérieur.

Ensuite, il y a les proches du prisonnier politique, qui, bien qu'étant libres physiquement, doivent affronter leur propre emprisonnement émotionnel et logistique. Pour eux, l'incertitude, la peur et la frustration peuvent être accablantes. Cependant, avec les bons outils et les

bonnes stratégies, ces personnes peuvent mener une défense efficace, en maintenant la flamme de l'espoir et en travaillant sans relâche à la libération de leur être cher.

Le présent chapitre vise à examiner de près ces deux aspects du soutien. En nous appuyant sur une variété de conseils pratiques, de réflexions et de stratégies, nous nous efforcerons de fournir un cadre pour ceux et celles qui souhaitent s'engager dans le chemin de la libération à travers un soutien réel et efficace.

Les prisonniers politiques : difficultés et besoins

Les prisonniers politiques sont souvent confrontés à des conditions de détention plus sévères et punitives que les autres détenus. Ces conditions vont de l'isolement à la torture physique et émotionnelle, en passant par la privation des droits fondamentaux. Au-delà des préjudices physiques, être incarcéré pour ses convictions idéologiques représente un traumatisme émotionnel et psychologique profond. Il est donc crucial de comprendre pleinement la réalité et la situation sous tous leurs angles, ainsi que les principaux défis auxquels les prisonniers sont confrontés :

1. **Peur de l'oubli** : la plus grande peur d'un prisonnier politique est d'être oublié. Non seulement par crainte que son nom ne disparaisse de la mémoire publique, mais aussi parce qu'il redoute d'être abandonné en prison, sans aucun espoir de libération ou de justice.
2. **Incertitude** : Dès son arrestation, le prisonnier politique se trouve plongé dans un avenir incertain. Chaque jour qui passe lui rappelle à quel point son destin lui échappe. Ne pas savoir s'il sera libéré et s'il pourra reprendre le cours de sa vie constitue un fardeau constant.
3. **Fardeau émotionnel et psychologique** : être emprisonné pour des convictions politiques représente un immense fardeau émotionnel et psychologique. Associée à l'incertitude et à la

conscience d'être puni pour des raisons politiques, la privation de liberté peut entraîner un sentiment d'injustice accablant.

4. **Perception du temps** : chaque prisonnier politique a une perception différente du temps qui s'écoule en prison, en raison notamment de ses conditions de détention. Pour certains, la surpopulation fait de chaque jour un combat, tandis que la mise à l'isolement déforme la perception du temps pour d'autres.
5. **Conditions de détention** : les conditions de détention des prisonniers politiques se caractérisent par leur extrême dureté. Ils peuvent par exemple ne pas avoir accès à une alimentation appropriée en quantités suffisantes, être confrontés à une surpopulation carcérale ou à l'isolement, manquer de vêtements, de produits d'hygiène ou de soins médicaux corrects et être soumis à la torture ou à un traitement inhumain venant aggraver leur situation.

Face à ces difficultés, il est essentiel d'explorer des tactiques pour venir en aide au prisonnier ou à la prisonnière politique, contrebalancer cet état de fait et lui apporter un appui massif en temps de crise. L'objectif étant de répandre des rayons de lumière sur le chemin de la liberté et de la justice.

Stratégies pour le bien-être du prisonnier politique

1. **Importance de la première visite** : Les premières heures et les premiers jours suivant l'emprisonnement d'un prisonnier politique sont des moments critiques qui exigent une attention particulière. À ce stade, il est crucial que le prisonnier sache qu'il n'est pas seul et qu'une équipe de soutien travaille sans relâche à sa libération. Lors de la première visite, il est essentiel de transmettre un message d'espoir et de solidarité, rappelant au prisonnier politique qu'il n'est pas seul dans ce combat. Cette communication doit être encourageante et porteuse d'espoir, mettant en avant les mesures concrètes déployées pour obtenir sa libération. Le soutien émotionnel offert pendant cette période

aura un impact significatif sur la manière dont le prisonnier vivra sa détention.

- 2. Réduire les incertitudes :** maintenir une communication constante et transparente avec le prisonnier politique, l'informer des progrès de son dossier, des efforts de défense juridique déployés et de toute modification de sa situation peut contribuer à dissiper les incertitudes. Choisissez vos mots avec soin et prenez toujours en compte l'état émotionnel du prisonnier.
- 3. Attention au bien-être :** plutôt que de penser à long terme, recommandez au prisonnier politique de se concentrer sur l'avenir proche, jour après jour. Encouragez-le à s'imposer une routine quotidienne pour son bien-être physique, mental, émotionnel et spirituel. S'astreindre à une telle routine pourra constituer une petite victoire qui atténuera le sentiment de perte de temps, occupera le prisonnier et lui donnera un objectif. Vous pouvez lui recommander de lire, écrire, faire de l'exercice et prier ou méditer. Gardez bien à l'esprit que pour un prisonnier politique, la prise en charge émotionnelle peut considérablement contribuer à insuffler force et résilience dans les moments difficiles. Ce renfort spirituel ne doit pas nécessairement être lié à la religion, mais celle-ci peut aider à préserver son espoir et sa dignité.
- 4. Besoins prioritaires :** les premiers besoins à prendre en considération sont, en sus de la nourriture, les besoins primaires tels que les vêtements et les articles d'hygiène personnelle. En cas de maladie, il est également crucial de déployer tous les efforts possibles pour assurer un accès continu du prisonnier ou de la prisonnière aux traitements nécessaires. En outre, lorsque cela est réalisable, il est bon d'apporter au prisonnier de la lecture, des photos de ses proches ou d'autres objets susceptibles de procurer du réconfort et de maintenir un lien avec le monde extérieur : autant d'éléments qui, mis bout à bout, amélioreront sensiblement sa qualité de vie en prison.
- 5. Volonté du prisonnier :** les décisions relatives à la stratégie de libération du prisonnier doivent recevoir son aval. Cependant,

dans les situations où il est impossible de communiquer directement avec lui, vous devrez prendre des décisions qui accorderont toujours la priorité à son bien-être et à sa libération.

- 6. Alliances avec d'autres prisonniers et leurs familles :** la formation de réseaux de solidarité entre prisonniers politiques et leurs familles respectives peut être d'une grande aide. Elle permet de collaborer autour de diverses questions logistiques, elle apporte un soutien financier et émotionnel et elle facilite l'échange d'informations.

L'expérience de chaque prisonnier étant unique, il est essentiel d'adapter l'accompagnement et le soutien à sa situation. Toutes ces approches stratégiques pourront contribuer à soutenir le moral et à assurer la santé du prisonnier politique durant cette période éprouvante.

Personnes accompagnant un prisonnier politique : Difficultés et besoins

Même si elles ne sont pas physiquement incarcérées, les personnes qui accompagnent un prisonnier politique mènent leur propre bataille. Leur lutte est double : elles doivent constamment promouvoir la cause du prisonnier tout en naviguant dans l'océan tumultueux d'émotions et de défis logistiques résultant de sa détention. Voici quelques obstacles que vous pourriez rencontrer.

- 1. Émotions envahissantes :** Les nouvelles concernant la détention d'un être cher pour des raisons politiques peuvent être dévastatrices. La peur de l'inconnu, les inquiétudes quant à sa sécurité et à son bien-être, la colère face à l'injustice, l'impuissance et la profonde tristesse sont autant d'émotions susceptibles de vous submerger dans une telle situation.
- 2. Communication restreinte avec le prisonnier :** parce qu'il s'agit d'un cas extrajudiciaire, vous pourrez vous heurter à des restrictions concernant les visites et le suivi de la situation du prisonnier politique. Dans la mesure où il est crucial de maintenir une communication efficace pour assurer un soutien émotionnel,

pour apaiser le prisonnier, le rassurer et lui procurer un sentiment de sécurité, ce défi est immense.

3. **Désespoir** : Au cœur de l'incertitude et de l'adversité, avec la conviction que le système juridique national est défaillant et la colère face à l'injustice, l'espoir d'une libération peut s'effriter progressivement. La durée de la détention, l'opacité de la procédure judiciaire et le sentiment d'iniquité peuvent peser lourdement sur le moral de ceux qui se battent pour la liberté de leurs proches.
4. **Être victime de persécution, de menaces et de violence** : La persécution, les menaces et la violence infligées par le régime peuvent être particulièrement oppressantes et effrayantes. Cela peut inclure une surveillance constante, des intimidations, des intrusions dans la vie privée, des violences physiques ou psychologiques, ou encore la création d'un climat de peur et de tension permanentes.

Dans la section suivante, nous vous proposons des stratégies et des conseils pratiques pour faire face à ces difficultés et répondre à ces besoins. L'objectif étant de vous apporter une aide pour vous orienter et affronter cette situation difficile avec détermination.

Stratégies pour le bien-être des personnes accompagnant un prisonnier politique

1. **Acceptez la réalité** : la première étape, dans les décisions difficiles que vous allez devoir prendre, est d'accepter la réalité de la situation. Reconnaître que la lutte risque d'être longue et compliquée vous aidera sans doute à vous préparer mentalement au cheminement qui vous attend. L'expérience par laquelle vous passez pourra soit vous aguerrir, soit vous détruire. À vous de vous poser la question : quelle voie allez-vous emprunter ? En traversant ces épreuves, vous constaterez que vous êtes bien plus fort que vous ne le pensiez, et cela contribuera certainement à vous faire évoluer en tant qu'être humain.

- 2. Croyez en vous-même :** croyez en vous-même avec une conviction inébranlable. Vous avez en vous-même la force de surmonter n'importe quel obstacle, l'intelligence pour trouver des solutions au beau milieu de l'adversité et un courage qui vous guidera à travers ce parcours. Souvenez-vous que vous ne pouvez pas vous sentir petit face à ce défi, gardez présent dans votre esprit et dans votre cœur la certitude que vous êtes de taille à venir à bout de n'importe quelle difficulté susceptible de se dresser sur votre route.
- 3. Développez vos forces et votre résilience :** Dans les moments d'incertitude et d'adversité, maintenir l'espoir et la solidarité peut être difficile. Cependant, en vous soutenant mutuellement, vous pouvez trouver des solutions pour renforcer votre cause et votre lutte, tout en renforçant les liens familiaux et la résilience face à l'adversité. L'unité familiale est une ressource inestimable. En organisant des rassemblements familiaux ou des événements de soutien au prisonnier politique, vous favoriserez un sentiment d'appartenance et de cohésion.
- 4. Travaillez en équipe et apprenez à faire confiance :** le travail en équipe peut alléger le fardeau émotionnel et logistique lié à la détention de la personne qui vous est chère. Vous n'êtes pas seul dans cette épreuve. Vous pouvez pleinement compter sur votre réseau de soutien tout comme sur celles et ceux qui apportent une contribution à votre cause, notamment les experts et les organisations de défense des droits humains. Ainsi, les responsabilités pourront être assumées ensemble d'une manière extrêmement efficace. À côté de cela, la solidarité et la collaboration avec d'autres proches de prisonniers politiques pourront vous apporter un précieux soutien émotionnel.
- 5. Exprimez votre gratitude et votre foi :** ressentir de la gratitude jour après jour et croire en une puissance ou une force supérieure constitue une aide dans ce processus de soutien émotionnel. Saluer les petites victoires et le moindre bienfait au beau milieu de l'adversité est susceptible de vous apporter espoir

et réconfort. Avoir la foi ou un esprit positif peut servir de point d'ancrage émotionnel. Et partir à la recherche de récits témoignant de la résilience ou des succès rencontrés dans des luttes pour faire triompher la justice pourra vous emplir d'optimisme.

- 6. Prenez soin de vous-même :** Prendre soin de votre bien-être est essentiel. Accordez-vous le repos nécessaire, nourrissez-vous sainement et veillez à vos besoins émotionnels pour maintenir votre capacité à soutenir le prisonnier politique. Votre santé physique et mentale est la base sur laquelle vous pouvez apporter votre aide. Établissez un programme d'exercices réguliers et assurez-vous de suffisamment dormir pour préserver votre vitalité. Pour un soutien émotionnel supplémentaire, envisagez de consulter un psychologue ou un autre spécialiste de la santé mentale.
- 7. Agissez par amour :** l'amour est un pilier dans cette épreuve. Ne sous-estimez pas le pouvoir de guérison et la force émanant de l'amour que vous ressentez pour la personne emprisonnée. Cela vous aidera à poursuivre votre lutte pour sa libération, même lorsque vous ressentirez fatigue, découragement ou désespoir. De même, l'amour que vous partagerez avec d'autres membres de la famille et avec vos amis dans les moments difficiles créera un lien indestructible capable de surmonter même les pires adversités. N'oubliez pas que l'amour est une source d'énergie et de résilience qui peut vous aider à affronter les moments les plus sombres avec courage et détermination.
- 8. Usez d'un langage fort :** ignorez pas l'impact que votre propre langage peut avoir sur votre capacité à affronter les difficultés avec courage et détermination. Adopter un langage «fort» peut renforcer votre confiance, encourager des actions positives et vous aider à relever les défis avec une attitude proactive et résiliente. Pour ce faire, éliminez les expressions restrictives, utilisez des affirmations positives, cultivez un discours intérieur constructif et visualisez votre victoire.

9. Faites confiance à votre stratégie : ne doutez pas que les mesures concrètes que vous prenez jour après jour vous rapprochent toujours plus de votre objectif : la libération du prisonnier politique. Chaque action mise en œuvre fait partie d'une stratégie bien pensée, et même si certaines actions semblent modestes, chacune d'entre elles constitue un pas vers la libération.

10. Préparez-vous à prendre des décisions : la progression vers la liberté étant truffée de dilemmes auxquels il est impossible de répondre d'une seule et unique manière, vous devrez constamment prendre des décisions tout au long de ce processus. C'est là un élément capital de cette épreuve, qu'il s'agisse de l'approche à adopter face à la situation rencontrée – par exemple rendre publique ou non la détention de la personne qui vous est chère – ou des prises de décisions quotidiennes d'ordre pratique.

Ces recommandations stratégiques pourront vous aider à affronter les difficultés et à conserver une approche positive et résiliente au cours de votre combat pour faire libérer la personne qui vous est chère. N'oubliez pas que la lutte pour la libération d'un prisonnier politique est une bataille qui comporte de nombreuses facettes et qu'elle requiert de la résilience, de la solidarité et une excellente compréhension des besoins non seulement du prisonnier mais aussi de ses proches. Grâce à un vaste programme d'accompagnement, vous pourrez lutter avec une efficacité accrue et faire en sorte que chaque geste de soutien compte dans la progression vers la liberté.

Exemple

Félix Maradiaga, défenseur des droits humains, éminente figure politique du Nicaragua et candidat à la présidence de 2021, a été victime d'une détention arbitraire et condamné à 13 ans de prison lors d'une campagne répressive menée par le régime de Daniel Ortega. Félix Maradiaga a enduré des conditions de détention inhumaines dans la tristement célèbre prison d'El Chipote : torture, isolement, visites extrêmement limitées et privation presque totale de toute communication avec sa famille - le tout pendant 611 jours épouvantables pendant lesquels il a également été privé de toute possibilité d'écrire ou de lire, même la Bible.

La communication est devenue un véritable défi. Sa femme, Berta Valle, et sa fille, Alejandra, ont été contraintes à l'exil pour leur propre sécurité.

Pendant cette détention arbitraire, toute forme de correspondance ou d'appel téléphonique était interdite. Ce n'est qu'un mois avant sa libération qu'elles ont pu effectuer leur premier appel vidéo d'une durée de 9 minutes et lui envoyer des lettres à deux occasions.

Seule la sœur de Félix Maradiaga restée au Nicaragua était autorisée à lui rendre visite, parfois en compagnie de son mari. Sur une période de plus de 20 mois, seules 12 visites ont pu avoir lieu au cours desquelles elle insufflait de l'espoir à son frère en le tenant au courant des avancées de la stratégie de libération mise en place. Grâce à elle, Félix Maradiaga a reçu des messages d'amour et d'encouragement de la part de sa famille et de ses amis ; il y a puisé une force considérable qui a nourri son courage et sa détermination à poursuivre la lutte en dépit de l'adversité.

La sœur de Félix Maradiaga a minutieusement suivi la situation de son frère, elle a fait en sorte que certains de ses besoins élémentaires soient satisfaits, comme l'accès à des médicaments ou à des verres correcteurs. Elle a été contrainte de faire livrer jour après jour à la prison d'El Chipote les deux bouteilles d'eau indispensables à sa consommation personnelle et à son hygiène. Au fil du temps, les proches d'autres prisonniers politiques se sont solidarisés en partageant les responsabilités à assumer pour alléger le fardeau de chacun. Au Nicaragua, les familles

des personnes détenues pour motifs politiques endurent diverses formes d'agression et de violation de leurs droits ; nombre d'entre elles subissent des répercussions telles que la perte de leur emploi, en raison des absences prolongées dues au temps passé à s'occuper du proche en détention.

En dépit de cette situation difficile, Félix Maradiaga a instauré une routine quotidienne pour prendre soin de lui, en s'adonnant à des exercices dédiés à son corps, à son mental et à son esprit. Pendant ce temps, Berta s'est transformée en infatigable avocate de la liberté de son mari et de tous les prisonniers politiques au Nicaragua.

Le 9 février 2023, après plus de 20 mois insoutenables, Félix Maradiaga et 221 autres prisonniers politiques ont été expatriés vers les États-Unis. Le régime Ortega les a déchu de leur nationalité et leur a confisqué leurs biens. Leur histoire témoigne de l'importance capitale du soutien et de la solidarité envers les prisonniers politiques et leurs familles face à l'adversité.

Notes personnelles





Chapitre 5

CRÉER ET GÉRER DES RÉSEAUX DE SOUTIEN

La création d'un réseau de soutien solide et efficace constitue une étape cruciale dans la libération d'un prisonnier ou d'une prisonnière politique. Générateur de ressources, de contacts et de conseils, votre réseau pourra surtout faire pression sur les autorités afin qu'elles libèrent le détenu.

Il est essentiel de bien gérer ces réseaux, en s'assurant que chaque membre est au courant des dernières mises à jour et qu'il connaît les tâches dont il doit s'acquitter pour apporter une contribution. À cette fin, vous pourrez par exemple créer des groupes de communication, organiser des réunions à intervalles réguliers et attribuer des rôles et des responsabilités spécifiques à chacun. Un réseau de soutien robuste peut sensiblement influencer le résultat de votre lutte pour faire libérer un prisonnier ou une prisonnière politique.

Ne vous laissez pas envahir par le sentiment que vous ne trouverez personne pour rejoindre votre réseau de soutien. La plupart des réseaux commencent avec les parents les plus proches. Dès que l'affaire aura gagné en visibilité, vous pourrez, si vous le jugez nécessaire, rassembler davantage d'alliés.

Dans la partie qui suit, nous vous proposons plusieurs stratégies pour créer et maintenir un réseau de soutien efficace.

Identifiez vos alliés potentiels

Commencez par identifier les individus et les organisations de confiance et qui pourraient être disposés à soutenir votre cause. Il pourra s'agir de membres de la famille et d'amis, d'organisations de défense des droits humains, de groupes de la société civile, de personnalités publiques et politiques, de médias et d'avocats ou encore de proches d'autres prisonniers politiques.

N'oubliez pas les personnes qui sont en deuil, celles qui sont confrontées à une perte ou qui savent en raison d'une détention politique ce qu'est l'injustice, et qui auront la volonté de défendre votre cause. Ne sous-estimez personne. Dans la lutte pour la démocratie, chaque geste de solidarité compte et chaque voix qui s'élève confère encore plus de force au chœur des partisans de la liberté.

Distribuez les rôles parmi vos alliés

Du fait de la diversité de votre réseau de soutien, chacun de vos alliés sera susceptible de jouer un rôle précieux et unique. Il pourra s'agir de l'un des rôles énumérés ci-dessous.

- **Porte-parole** : ce rôle consiste à parler au nom du prisonnier politique et de sa cause. Il est bon que les porte-parole soient reconnus comme tels afin de donner à leurs prises de parole un statut officiel. Lorsque cela est possible, il convient de faire en sorte que le porte-parole soit toujours une seule et même personne ou le même groupe de personnes.

- **Suivi** : les personnes assurant ce rôle suivent la situation du détenu, les actions des autorités et tous les autres développements pertinents. Le recours au journal de bord peut être déterminant pour garder une trace de tous les faits importants liés à la situation du détenu.
- **Accompagnement** : ceux qui assurent cette tâche ont la possibilité de rendre visite au détenu politique dans sa prison ; il s'agit le plus souvent de proches parents ou d'avocats. À chaque visite, il sera capital de prendre note des conditions de détention afin d'évaluer les besoins du prisonnier politique et d'exiger le respect de ses droits humains. Les règles Nelson Mandela sont une lecture obligatoire pour ce groupe¹⁵. À chaque visite, il importera de faire comprendre au prisonnier qu'il n'est pas seul et de le rassurer en lui rappelant le travail qui est accompli pour aboutir à sa libération.
- **Lobbying** : ce rôle consiste à mener tous les efforts nécessaires pour persuader des personnes influentes à l'échelle nationale et internationale de prendre certains types de décisions.
- **Activités de sensibilisation et de mobilisation** : certains partenaires, par exemple les membres de groupes auxquels le détenu est affilié ou encore diverses organisations de la société civile, peuvent être bien placés pour organiser des manifestations publiques, des marches et d'autres formes de protestation, ou pour y participer.
- **Représentation juridique** : cette mission sera assurée par des avocats qui veilleront à ce que les droits du détenu soient respectés et qui contesteront la légalité de la détention. Certaines organisations de défense des droits humains peuvent vous aider à obtenir une assistance juridique gratuite. (Voir le chapitre 10)

¹⁵ Assemblée générale des Nations Unies. Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus. Résolution 70/175. 17 décembre 2015.

Assurez-vous de l'engagement de vos alliés

Après avoir identifié vos alliés potentiels, il est essentiel de prendre avec eux un engagement réciproque. Nous vous conseillons de leur expliquer la situation en détail, d'en souligner les enjeux et de définir la manière dont chacun pourra apporter une contribution. Vos alliés doivent absolument comprendre les risques qu'ils encourent en s'impliquant dans votre cause : assurez-vous qu'ils sont prêts à appuyer la libération du prisonnier politique et qu'ils s'engagent à vous prévenir dans les plus brefs délais si l'un d'entre eux devait estimer ne plus pouvoir soutenir votre action.

Encouragez la coopération

Vous rencontrerez peut-être des individus ou des groupes désireux d'appuyer votre cause, mais avec des approches ou des priorités autres que les vôtres. Faites votre possible pour encourager la coopération entre ces différents acteurs, cherchez des moyens d'harmoniser les objectifs et mutualisez les ressources lorsque cela est possible.

Il est souhaitable que tous les alliés se considèrent les uns les autres comme les membres d'une seule et même équipe et qu'ils n'oublient jamais qu'ils se battent pour un objectif commun : la libération du prisonnier politique.

Entretenez la communication

Maintenir une communication régulière et ouverte est essentiel pour préserver la dynamique de votre réseau de soutien. Envoyez des mises à jour fréquentes sur la situation du prisonnier politique, exprimez votre gratitude pour les efforts déployés et la solidarité exprimée, et n'hésitez pas à solliciter de l'aide lorsque vous en avez besoin. Vous pouvez envisager de créer une newsletter, un groupe de discussion en ligne, un site web dédié ou une page sur les réseaux sociaux pour faciliter la communication.

N'oubliez pas la santé mentale

La santé mentale est l'élément le plus important, tant pour les personnes qui composent le réseau de soutien que pour le prisonnier po-

litique. Dans de telles circonstances, le fardeau émotionnel et le stress peuvent être terrassants. Dans bien des cas, les proches du prisonnier deviennent des victimes directes ou indirectes des attaques du gouvernement. Il est donc conseillé de faire appel à un soutien psychologique professionnel, en passant par exemple par des organisations non-gouvernementales qui pourront vous proposer une assistance gratuite adaptée aux personnes dans votre situation. Il est crucial de maintenir un équilibre entre votre combat pour la justice et votre santé mentale.

Évaluez et ajustez votre réseau de soutien

L'évaluation constante de son efficacité fait partie intégrante de la constitution et de la gestion de votre réseau de soutien. Cela vous permettra d'identifier les personnes du réseau à même d'avoir le plus d'impact et celles dont il conviendra d'ajuster le rôle ou les responsabilités. Maintenez un dialogue ouvert avec les membres de votre réseau pour vous assurer qu'ils restent impliqués et efficacement engagés en faveur de votre cause.

Exemple

En 2014, Leopoldo López, homme politique influent et leader de l'opposition au Venezuela, a été arrêté par le régime de Nicolás Maduro. Sa détention a suscité une vive inquiétude à l'échelle locale et internationale. Un solide réseau de soutien a alors été mis en place par son épouse Lilian Tintori et par sa mère Antonieta Mendoza ainsi que par un certain nombre d'organisations de défense des droits humains, avocats, diplomates de pays démocratiques et militants.

Tandis que Lilian Tintori s'est fait l'ardente porte-parole de l'histoire de son mari dans les médias et événements nationaux et internationaux, sa mère Antonieta Mendoza a lutté sans relâche pour que l'attention reste concentrée sur la situation de son fils. Plusieurs organisations de défense des droits humains telles qu'Amnesty International ont documenté les abus et les violations de droits durant sa détention, tandis que divers responsables politiques étrangers exerçaient une pression diplomatique sur la dictature de Nicolás Maduro.

Le réseau de soutien mis en place comprenait également des avocats, qui ont fourni des conseils juridiques au Venezuela et à l'étranger et qui ont œuvré pour assurer la défense de Leopoldo López et le respect de ses droits. En outre, divers militants ont contribué à la diffusion d'informations et à l'organisation de campagnes en ligne ou d'actions sur la voie publique pour faire connaître largement cette affaire ainsi que la situation au Venezuela.

Dans ce chapitre, l'histoire de Leopoldo López au Venezuela illustre parfaitement l'importance des réseaux de soutien pour la libération des prisonniers politiques. Nous avons vu comment sa famille, ses amis, ses collègues et ses alliés se sont unis pour défendre sa cause, en sensibilisant l'opinion publique, en exerçant des pressions diplomatiques et en obtenant des recours juridiques.

Nous passerons maintenant à l'élaboration d'un récit. Le chapitre suivant vise à vous guider dans votre parcours vers l'objectif ultime : la libération du prisonnier politique. Nous explorerons les éléments clés de cette stratégie pour créer une campagne de communication solide, basée sur des faits, et déconstruire les faux récits fréquemment utilisés par les régimes autoritaires pour justifier des détentions politiques arbitraires.

Notes personnelles





Chapitre 6

ÉLABORER UN NARRATIF : COMMENT PARLER DES PRISONNIERS POLITIQUES

Avant de vous lancer dans la communication, il est essentiel de définir le contenu de votre message principal. Que souhaitez-vous transmettre au public et quelles informations doivent être communiquées concernant le détenu et sa situation ? Quel appel à l'action désirez-vous lancer à votre audience ? Vous devez être en mesure de répondre à ces questions de manière claire et cohérente, adoptant une approche humaine qui résiste aux narratifs contreproductifs susceptibles de déformer la réalité.

Il est important de se rappeler que dans de nombreux cas, les régimes en cause fabriquent de faux récits pour justifier des détentions arbitraires pour des motifs politiques. Ces régimes, soucieux de maintenir leur emprise, ont recours à la désinformation et à la manipulation pour légitimer leurs propres actions et discréditer les opposants.

Dans ce contexte, votre message principal doit transmettre une réponse ferme, fondée sur des faits et capable de déconstruire les faux récits. En

plaidant pour la libération d'un prisonnier ou d'une prisonnière politique, la vérité, la morale et la justice sont de votre côté.

Votre appel à l'action doit se faire clairement entendre, il doit exhorter votre audience à se rassembler autour de la défense de la vérité et à exiger la libération du prisonnier politique.

Adoptez une position ferme, revendiquez la reconnaissance et la protection des droits humains universels. Nous ne parlons pas de concessions ou de faveurs : vous réclamez des droits intrinsèques à la dignité humaine, que les autorités sont tenues de respecter.

Voici quelques conseils pour vous atteler à cette tâche.

Esquissez un profil du détenu

Avant de commencer à parler de votre situation, il est primordial, pour que les tiers puissent comprendre ce qui est en jeu, de dresser un portrait succinct de la personne concernée, de décrire le contexte dans lequel elle s'inscrit et la lutte qu'elle mène.

- 1. Dépeignez les activités et les affiliations du prisonnier politique :** décrivez les activités dans lesquelles le prisonnier était impliqué avant sa détention. A-t-il participé à des manifestations pacifiques ? Était-il membre d'un quelconque groupe politique ou social ? Ces précisions aideront à brosser un tableau de son engagement citoyen.
- 2. Expliquez sa trajectoire :** récapitulez la trajectoire du prisonnier politique. Comment est-il devenu militant ? Exerce-t-il d'autres rôles dans la société ? Voilà autant d'éléments qui donneront une idée de ses accomplissements et de ses combats.
- 3. Décrivez sa vie personnelle :** fournissez quelques détails sur sa vie personnelle pour humaniser votre situation. Il pourra s'agir de précisions relatives à sa famille, ses loisirs, ses projets pour l'avenir ou encore son état de santé.

- 4. Parlez de la détention et de ses conditions :** exposez les circonstances de l'arrestation et les conditions de détention. Cela pourra contribuer à attirer l'attention sur les violations des droits humains et sur les injustices qui ont entraîné l'incarcération du prisonnier.
- 5. Faites passer un message du prisonnier :** intégrez des messages directs du prisonnier politique dans votre narratif. Si vous réussissez à entrer en contact avec le prisonnier, vous pourrez utiliser des enregistrements audios, des lettres ou de brefs messages pour faire part de ses réflexions et de son ressenti face à la situation qu'il vit. Si cela n'est pas possible, vous pourrez mettre en avant les idéaux pour lesquels il se bat. Cela pourra aider à personnaliser davantage son histoire et à établir un lien émotionnel avec les auditeurs et les lecteurs.

Créer un profil humain et détaillé du prisonnier politique constitue une étape cruciale pour attirer l'attention sur sa situation et pour mobiliser le soutien requis. En partageant son histoire, nous mettons l'accent sur les injustices qui ont mené à sa détention et nous contribuons à faire avancer la cause des droits humains.

Surveillez le ton du message

Dans la lutte pour les droits humains, la manière dont nous communiquons à propos de notre cause peut être aussi importante que la cause elle-même. Parlez du prisonnier politique de sorte à susciter l'empathie et l'action.

- 1. Soulignez la nature politique de la détention :** expliquez clairement que la personne concernée est un prisonnier politique et non un criminel. N'hésitez pas à utiliser le terme «prisonnier politique», qui offre une protection supplémentaire. Gardez à l'esprit que les détentions pour des raisons politiques sont illégales, c'est pourquoi les gouvernements font tant d'efforts pour les nier.

2. **Humanisez le prisonnier politique** : rappelez qu'au-delà de son engagement, le prisonnier ou la prisonnière politique a une vie, une famille, des amis, des passions et des rêves, comme n'importe quelle autre personne.
3. **Exprimez votre douleur** : parce que vous comptez parmi les proches du prisonnier politique, votre douleur peut être un puissant vecteur d'empathie ; il est néanmoins important de garder une attitude forte.
4. **Recourez au jargon des droits humains** : utilisez la terminologie des droits humains pour faire comprendre que ce qui est arrivé au prisonnier politique est une violation inacceptable de ses droits fondamentaux.
5. **Détaillez, organisez et actualisez vos informations** : ne manquez pas de faire connaître les détails concernant la situation du prisonnier au moment où ils sont portés à votre connaissance. Soyez précis et respectez l'ordre chronologique. À titre d'exemple : si le prisonnier souffre d'une maladie chronique, assurez un suivi constant pour faire savoir s'il reçoit les soins médicaux nécessaires. Cela témoignera des préoccupations relatives à son bien-être et mettra en avant d'éventuelles violations de ses droits.
6. **Luttez pour la liberté de tous les prisonniers politiques** : rappelez que la personne qui vous est chère n'est pas la seule dans cette situation. Bien d'autres personnes sont, elles aussi, injustement détenues pour des raisons politiques. Et n'oubliez pas ceci : lutter pour la liberté d'un prisonnier politique, c'est lutter pour la liberté de tous les prisonniers politiques et pour le rétablissement de la démocratie.

Voilà autant de points, lorsque vous formulez, puis diffusez un message sur des prisonniers politiques, qu'il importe de garder en tête pour susciter l'empathie et inciter à l'action. Mettez en avant l'humanité des prisonniers politiques, exprimez la douleur causée par leur absence, recourez à un langage à même de défendre leurs droits et souvenez-vous

que la lutte dédiée à l'un est une lutte dédiée à tous. Chaque parole et chaque histoire que nous partageons est susceptible de toucher des gens, de modifier les perceptions et de transformer les systèmes. Ensemble, nous pouvons faire bouger les choses et contribuer à rétablir la démocratie et la liberté pour tous.

Appelez à l'action

Après avoir créé un profil complet du prisonnier politique, il convient de lancer un appel à l'action clair et spécifique. Exiger la libération du prisonnier politique constituera toujours la demande principale. En fonction de la situation particulière de ce prisonnier et de l'audience à laquelle vous vous adressez, vous pourrez compléter cette demande par d'autres appels : signer une pétition, envoyer des courriers à des représentants politiques, faire des donations à un fonds de défense juridique et participer à des manifestations ou veilles pacifiques, pour ne citer que quelques exemples.

Évaluez et ajustez

Une fois que vous aurez établi ce narratif, il importera de s'y tenir afin de rester cohérent et crédible.

Cela étant, il ne faut pas perdre de vue que les circonstances peuvent évoluer et qu'il peut s'avérer nécessaire d'adapter le narratif à de nouvelles réalités. La situation politique pouvant changer du tout au tout et, avec elle, le contexte dans lequel se trouve le prisonnier ou la prisonnière politique, il est capital de pouvoir réagir avec souplesse. Il ne faut donc pas craindre de revoir et d'ajuster son propre narratif pour rendre compte des derniers développements en date.

Alors que vous êtes aux prises avec tous ces changements, il importe de ne jamais perdre de vue votre but ultime : la libération du prisonnier ou de la prisonnière politique. Voilà le cœur même de votre narratif et le cap que vous devrez maintenir, indépendamment des vicissitudes de la situation.

Exemple

Penchons-nous sur l'histoire d'Isidro Baldenegro López, leader d'une communauté mexicaine et défenseur des droits de l'environnement, qui s'est battu sans relâche pour la préservation des forêts et des terres des communautés indigènes de la sierra Madre occidentale.

Dès son plus jeune âge, Isidro Baldenegro López est le témoin direct de la déforestation illégale qui menace sa terre ancestrale et le mode de vie de sa communauté. En dépit des risques et des menaces encourus, il décide qu'il est temps d'agir et devient un défenseur passionné de l'environnement et des droits des peuples autochtones. Isidro Baldenegro López est par ailleurs père de famille, il prend plaisir à marcher dans la forêt et à vivre en harmonie avec la nature qu'il aime et qu'il cherche à protéger. Son rêve est de rassembler sa communauté autour d'une résistance contre la déforestation illégale afin de préserver leur patrimoine ancestral.

Isidro Baldenegro López s'implique donc activement dans des manifestations pacifiques visant à défendre les forêts et les terres des communautés indigènes de la région. Son courage et son engagement incitent d'autres personnes à se rallier à sa cause et il ne tarde pas à un devenir un leader respecté au sein de sa communauté.

En 2003, Isidro Baldenegro López est injustement emprisonné au terme de plusieurs années d'un militantisme dédié à la défense du territoire autochtone et à la protection de l'environnement. L'un des éléments les plus puissants du narratif pour sa libération réside alors dans la présentation de ces rêves, aspirations et expériences, qui sont repris dans divers médias et exposés par de nombreuses organisations de défense des droits humains telles qu'Amnesty International. En dépit de sa détention, sa lutte ne cesse donc de rappeler à quel point il importe de préserver les terres et la culture autochtone, si bien qu'après 15 mois de détention, les autorités se voient contraintes de le libérer.

Dans le présent chapitre, nous avons soigneusement articulé les discours qui vont constituer le narratif autour des prisonniers politiques. Chaque histoire, chaque détail est présenté à dessein afin de mettre en avant la lutte pour la justice et pour la liberté. Cependant, notre travail



Chapitre 7

CHOISIR L'IMAGE DU PRISONNIER POLITIQUE POUR LA COMMUNICATION

Loin d'être uniquement esthétique, la représentation visuelle du prisonnier politique compte parmi les instruments clé d'un storytelling et d'une mobilisation efficaces. Ainsi, le choix et l'utilisation de telle ou telle image auront des répercussions profondes sur la perception de votre campagne et sur sa capacité à susciter l'empathie et l'adhésion. Afin de servir votre stratégie globale de communication et les objectifs de votre campagne de libération, ce processus mérite une attention et un soin particuliers. Dans ce contexte, voici quelques aspects à prendre en compte :

Choisissez une image adaptée

Il est essentiel de choisir une image représentative du prisonnier, de préférence une photo récente qui permette de le reconnaître facilement. Cette image devra trouver un écho auprès du public et humaniser la

personne concernée pour permettre à tout un chacun d'établir une connexion émotionnelle avec son histoire.

Si vous n'avez pas de photo

En l'absence de photo du prisonnier politique, il est possible de dessiner un portrait ressemblant. Même s'il ne s'agit pas d'une reproduction photographique, un bon portrait pourra restituer la nature profonde et l'humanité de la personne pour former un symbole fort.

Communiquez de manière cohérente

L'image retenue devra être systématiquement utilisée sur toutes les plateformes de communication, afin de créer une identité visuelle cohérente.

Veillez au respect et à la dignité

Il est primordial de veiller à ce que l'image choisie soit traitée avec respect et dignité, de sorte à refléter les valeurs et les objectifs de votre campagne.

Notes personnelles

Exemple

Tout au long de la campagne de libération de Nelson Mandela, l'image du militant anti-apartheid et dirigeant du Congrès national africain a joué un rôle de premier plan. Pendant ses 27 années d'emprisonnement, les photos récentes de Nelson Mandela étaient rares et strictement contrôlées par le régime de l'apartheid. C'est donc une image plus ancienne, le montrant au mieux de sa forme et le regard déterminé, qui a été largement utilisée sur les posters, les T-shirts et les bannières, accompagnée du slogan « Freedom for Nelson Mandela » (Libérez Nelson Mandela). En l'absence de photo récente, cette image, même ancienne, est devenue un symbole puissant de résistance et d'unité. Elle a su exprimer la nature de son combat et constituer un rappel poignant de son sacrifice personnel et, plus largement, de la cause en faveur de la liberté et de l'égalité en Afrique du Sud.

Cet exemple montre qu'à condition d'être sélectionnée avec soin et en parfaite adéquation avec les objectifs et le ton de votre campagne, une image peut avoir, même dans des circonstances difficiles, un effet profond et durable sur la perception du public et la mobilisation d'un soutien au niveau mondial.

Œuvrer en faveur de la libération des prisonniers politiques est une tâche complexe où émotions et politique sont étroitement liées. Dans ce contexte, l'image retenue peut faire office d'étendard sous lequel des personnes issues d'horizons différents se reconnaîtront et s'uniront pour défendre une cause commune. Plusieurs épisodes de l'histoire nous enseignent que ce choix, loin d'être un détail, constitue en réalité un élément central dans une stratégie d'ensemble. À ce titre, il mérite de faire l'objet d'une approche sérieuse et réfléchie.



Chapitre 8

GÉRER LA
COMMUNICATION

Dans toute initiative visant à faire libérer un prisonnier politique, la communication joue un rôle pivot. Il s'agit de l'instrument qui servira à éveiller les consciences, à rassembler des soutiens et à exercer des pressions sur les responsables.

Gardez à l'esprit que, bien souvent, les recours juridiques classiques ne suffisent pas à obtenir la libération d'un prisonnier politique : aussi complexe que cela puisse être dans les pays où la liberté d'expression est restreinte, il est indispensable d'avoir l'opinion publique de votre côté. Dans ce contexte, il faudra toujours veiller à aligner la communication sur la stratégie juridique adoptée. Après avoir exposé les principaux volets de la communication, le présent chapitre proposera diverses orientations pratiques accompagnées de conseils pour en accroître l'efficacité.

Choisissez vos canaux de communication

Parmi le large éventail de canaux de communication à votre disposition, il convient de sélectionner les plus efficaces pour atteindre votre public cible. Il pourra par exemple s'agir de médias classiques, de médias sociaux, de newsletters envoyées par e-mail, d'événements publics, de chaînes de SMS ou d'un site Internet.

N'oubliez pas que le choix et l'efficacité des différents canaux envisageables dépendent des audiences que vous voulez toucher et qu'il sera peut-être utile d'exploiter plusieurs voies de communication pour atteindre tous les publics souhaités. Ainsi, les approches classiques et numériques sont complémentaires ; utilisées en parallèle, elles composent une stratégie de communication globale et efficace.

Tissez et gérez un réseau de contacts dans les médias

Un réseau de contacts dans les médias constitue un outil précieux pour faire encore mieux entendre votre voix. Ce réseau pourra compter des journalistes, des blogueurs, des influenceurs ou toute autre personne susceptible de s'intéresser à votre cause et de relayer votre message. Il est indispensable de constituer votre propre carnet d'adresses. Si vous n'avez jamais eu de contacts avec ces personnes auparavant, vous pourrez les contacter par l'intermédiaire des médias sociaux et commencer à nouer des liens avec elles. Cette base de données devra être mise à jour régulièrement et s'étendre constamment. Afin de nourrir vos relations avec les membres de votre réseau, partagez avec eux des informations précises régulièrement mises à jour et ne manquez pas de les remercier lorsqu'ils parlent de votre affaire.

Préparez la communication de crise

Il est impossible d'exclure le risque d'une crise de la communication, par exemple la publication d'une anecdote négative dans les médias ou des réactions hostiles sur les réseaux sociaux. Il est donc important d'avoir un plan pour être en mesure de gérer ce genre de situation et de réagir rapidement afin de minimiser les dommages. Ne tombez pas dans le piège de la provocation et répondez aux faux narratifs en vous en tenant à la vérité. Votre meilleure ligne de défense consistera toujours à évoquer la situation dans laquelle se trouve la personne emprisonnée et à exiger le respect de ses droits.

Tout au long de ce processus, le contenu de vos communications doit rester constant afin que tout ce que vous pourrez dire ou faire contribue à atteindre votre objectif premier : la libération du prisonnier ou de la prisonnière politique.

Exemple

Loujain al-Hathloul, militante emblématique des droits de la femme en Arabie saoudite qui plaide avec courage pour l'égalité des genres dans le pays et pour que les femmes soient autorisées à conduire, est arrêtée en 2018. Lorsque sa détention est rendue publique, sa sœur Lina lance une campagne très active pour sa libération. Les médias et les réseaux sociaux servent alors à relayer l'histoire de Loujain al-Hathloul et l'injustice dont elle est victime. Cette démarche confère une grande visibilité à son cas à l'échelle internationale, engendre un vaste soutien et exerce d'importantes pressions sur le gouvernement saoudien.

La construction d'un solide réseau de contacts dans les médias a constitué l'une des pierres angulaires de cette stratégie. Les interactions sur les réseaux sociaux et la participation à divers événements ont créé des liens qui ont permis d'amplifier le message et de maintenir une couverture médiatique constante. De plus, les défenseurs de Loujain al-Hathloul étaient prêts à réagir dans les meilleurs délais, même face à des difficultés inattendues, sans changer la nature de leur message. Tout au long de ce processus, la constance en termes de communication a été cruciale. Chaque message, envoyé via les médias classiques ou numériques, a contribué à l'objectif central : faire libérer Loujain al-Hathloul et obtenir justice. Le narratif est toujours resté centré et aligné sur l'objectif global de la campagne.

Dans le cas de Loujain al-Hathloul, la stratégie de communication publique s'est révélée efficace pour générer une prise de conscience mondiale, mobiliser un soutien international et exercer des pressions sur le gouvernement. Cependant, chaque situation est unique ; il est donc essentiel d'évaluer avec soin les circonstances avant de décider de rendre l'affaire publique ou non. Quelle que soit la stratégie retenue, elle devra toujours avoir pour objectif final la libération du prisonnier ou de la prisonnière politique et la défense de la justice pour son dossier.

Conseils pratiques

1. Gestion de la communication via les méthodes classiques

Les médias traditionnels, comme les journaux, la radio et la télévision, restent des canaux incontournables pour toucher un large public. Voici quelques éléments clé en la matière :

- **Préparez-vous** : avant chaque interview ou chaque apparition dans les médias, prenez le temps de faire des recherches sur le média en question, le journaliste qui va vous interviewer et le sujet qui sera traité. Familiarisez-vous avec le format et le style du programme ou du support dans lequel vous allez intervenir. Mettez de l'ordre dans vos pensées et décidez des messages clé que vous souhaitez faire passer.
- **Tenez-vous-en au narratif** : identifiez les principaux éléments que vous souhaitez transmettre et exprimez-les de manière claire et concise. Évitez le jargon ou les termes techniques qui pourraient être difficiles à comprendre pour le grand public. Privilégiez un langage simple et direct pour rendre votre message accessible et efficace. Veuillez consulter le chapitre 6 pour de plus amples informations.
- **Donnez des exemples et racontez des anecdotes** : illustrez votre message par des exemples concrets et des anecdotes personnelles. Partager des histoires vécues peut donner davantage d'impact à votre message, auquel le public pourra plus facilement s'identifier. Ces anecdotes aideront à générer de l'empathie et permettront au public de mieux comprendre la situation que traversent les prisonniers politiques.
- **Restez calme et respectueux** : pendant l'interview, faites preuve de sang-froid et de respect, même en cas de question difficile ou provocatrice. Répondez clairement et poliment, en évitant toute altercation ou confrontation inutiles. Concentrez-vous sur votre message et les objectifs de l'interview.
- **Soyez authentique et créez un lien émotionnel** : montrez une inquiétude réelle et expliquez votre lien émotionnel avec la situation de la personne qui vous est chère et les autres prison-

niers politiques. Laissez transparaître vos émotions dans votre voix et votre langage corporel, en évitant de perdre le contrôle ou de céder au désespoir. Une connexion émotionnelle authentique avec le public générera de l'empathie et donnera plus d'impact à votre message.

- **Utilisez des faits et données pertinents** : si possible, étayez votre message à l'aide de données, de statistiques et de faits en lien avec votre situation. Cela permettra de crédibiliser vos arguments et plaidera en faveur de votre cause. Fournissez des informations précises et vérifiables qui viennent confirmer vos dires et contextualisent la situation que subissent les prisonniers politiques.
- **vitez les suppositions et les sujets que vous ne connaissez pas** : si l'on vous pose des questions sur des sujets que vous ne connaissez pas ou sur lesquels vous ne disposez pas d'informations précises, le mieux est de le reconnaître et de vous concentrer sur ce que vous savez. Évitez de vous lancer dans des suppositions ou de donner des informations erronées qui pourraient nuire à votre crédibilité. Il est important de toujours faire preuve d'honnêteté et d'intégrité dans vos réponses.
- **Appelez à l'action** : profitez des derniers instants ou espaces de votre communication pour appeler à l'action. Demandez à votre audience de rejoindre votre cause, de signer des pétitions, de relayer l'information ou de prendre des mesures concrètes pour contribuer à la libération des prisonniers politiques. Donnez des informations sur la manière dont chacun peut s'engager et apporter sa pierre à l'édifice dans la lutte en faveur de la justice.
- **Exprimez votre reconnaissance** : à la fin de l'entretien, exprimez votre reconnaissance au journaliste pour vous avoir donné l'occasion de partager votre histoire et de faire passer votre message. Remerciez-le pour l'intérêt porté à votre cause et pour sa contribution à la diffusion d'informations relatives à la situation des prisonniers politiques. Exprimez votre gratitude avec sincérité et chaleur.

- **Exercez-vous** : réalisez de fausses interviews ou simulez une apparition dans les médias afin de vous familiariser avec cet exercice et prendre confiance dans votre capacité à communiquer de manière efficace. Avec une bonne préparation et un peu de pratique, vos compétences en communication s'amélioreront et vous pourrez faire passer votre message de manière claire et efficace.

2. Gestion de la communication sur les médias sociaux

À l'ère du numérique, les médias sociaux constituent un outil puissant pour diffuser vos messages et mobiliser des soutiens. Voici quelques conseils pour maîtriser ces plateformes :

- **Connaissance des plateformes** : chaque réseau de média social a son propre style et sa propre audience. Connaître les caractéristiques de chacun d'entre eux vous permettra d'adapter votre message en conséquence¹⁶.

¹⁶ Parmi les nombreuses plateformes de médias sociaux existants, citons : Meta (anciennement Facebook), X (anciennement Twitter), Instagram, TikTok, LinkedIn, Pinterest, Snapchat, YouTube, WhatsApp, Reddit.

Réseau social	Sujet	Image ou vidéo	Message

- **Création et utilisation de compte** : utilisez un compte existant au nom du prisonnier ou de la prisonnière politique, ou créez de nouveaux comptes spécialement destinés à votre cause. Cela permettra de centraliser les informations, les mises à jour et les appels à l'action.
- **Définition de l'objectif de la campagne** : évaluez à quel stade en est la détention arbitraire et fixez l'objectif de la campagne en conséquence. Il peut s'agir de communiquer le caractère arbitraire de certains faits, de protéger l'intégrité physique de la personne emprisonnée, de sensibiliser le public à la situation ou de promouvoir des actions spécifiques. Bien entendu, il convient de toujours s'en tenir au narratif choisi et à l'objectif final, à savoir la libération du prisonnier ou de la prisonnière politique.
- **Formulation du message** : listez les principaux éléments que vous souhaitez communiquer et exprimez-les de façon claire et concise.
- **Usage des multimédias** : l'ajout de vidéos et de graphiques dans votre message peut considérablement en augmenter l'impact. Utilisez les médias visuels à bon escient.

	Hashtags	Tagué	Date de publication	Heure de publication

- **Création d'un hashtag** : créez un hashtag aux fins de la campagne et encouragez son utilisation dans les publications qui y sont liées. Cela permettra de regrouper plus facilement le contenu et de diffuser largement le message. Vous pouvez par exemple créer un hashtag comme #LibérezLesPrisonniersPolitiques ou #Libérez(nom du détenu).
- **Stratégie en matière de tags** : taguez des organisations de défense des droits humains, des militants en lien avec votre cause, des médias ou des personnalités publiques susceptibles de s'intéresser à la question ou de faire encore mieux entendre votre message. Cela donnera davantage de visibilité à la campagne.
- **Organisation des publications** : préparez les messages à l'avance et organisez vos publications de manière cohérente. Pour cela, le plus simple est de tenir à jour un journal de bord des publications.
- **Programmation des publications** : trouvez le meilleur moment pour publier, en tenant compte du public à atteindre et du contexte dans lequel votre message sera diffusé. Utilisez les outils de programmation de publication pour optimiser la diffusion et la portée de votre contenu. La plupart de ces outils sont gratuits.
- **Fréquence des publications** : une présence constante sur les réseaux sociaux, avec au moins trois publications par semaine, est recommandée. Néanmoins, une campagne permanente peut aussi inclure des activités telles qu'un décompte des jours de privation de liberté, des jours passés à l'isolement ou des jours de privation du droit de visite. Ces publications effectuées jour après jour prennent tout leur sens dans les cas de disparition ou de détention au secret prolongée.
- **Participation active et réaction immédiate** : interagissez avec vos followers, répondez aux commentaires et prenez part aux conversations. Une participation active permet de bâtir une communauté soudée et engagée.

- **Surveillance et réaction en cas de crise** : élaborez des protocoles pour surveiller les commentaires négatifs et les fausses informations et pour y répondre. Faites toujours preuve de respect, sans tomber dans le piège de la provocation.
- **Appel à l'action** : proposez à vos followers des moyens concrets d'agir en ligne, par exemple signer une pétition, partager une publication, utiliser un hashtag ou faire un don.

Si une gestion efficace de la communication est déterminante pour maintenir une stratégie cohérente, elle fournit aussi un outil puissant pour réussir à fédérer et à sensibiliser. La mobilisation du public et les campagnes de sensibilisation jouent un rôle de premier plan pour faire connaître l'affaire, gagner le soutien de l'opinion publique et exercer des pressions sur les autorités en vue d'obtenir une libération. Dans le chapitre qui suit, nous allons examiner ces stratégies plus en détail, puis vous fournir des orientations pratiques et des exemples concrets afin de mener des campagnes efficaces dans votre quête de justice et de liberté.

Notes personnelles





Chapitre 9

CAMPAGNES DE SENSIBILISATION ET DE MOBILISA- TION

Gardez à l'esprit que votre proche a été arrêté de manière extrajudiciaire, c'est-à-dire sans respect des procédures légales. Sa libération pose un défi complexe qui nécessitera une approche variée et tactique. Dans votre lutte, les actions de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion publique joueront un rôle crucial : vos campagnes seront les porte-voix de la justice et de la liberté dans la conscience collective, incitant les individus et les communautés à se rassembler pour défendre votre cause.

Dans cette noble quête, vous rencontrerez souvent des obstacles majeurs. Il n'est pas toujours facile, voire réalisable, de mener des campagnes de grande envergure, et la mobilisation de foules en soutien à votre cause n'est pas garantie. Ne vous découragez pas pour autant ! L'objectif des campagnes de sensibilisation et de mobilisation est de veiller à ce que la situation des prisonniers politiques ne tombe pas

dans l'oubli. Vous trouverez toujours le soutien de personnes proches du prisonnier et de ceux qui partagent ses idées. La famille du détenu et ceux qui adhèrent à ses convictions constituent le point de départ idéal pour vos campagnes et votre mobilisation.

En attirant l'attention du public sur la détention injuste de la personne qui vous est chère et en maintenant la question au cœur des débats, il est possible de faire réagir l'ensemble de la société afin d'exercer une pression significative sur le gouvernement et les institutions responsables.

Ces actions, qui dépassent le cadre de simples marches ou manifestations, englobent une vaste palette d'approches faisant intervenir la société à différents niveaux. Événements culturels, projets artistiques, actions symboliques ou encore collaborations stratégiques : elles créent une vague de solidarité que vient alimenter une somme de petites actions individuelles.

En vue de relever ce défi qui peut paraître particulièrement ardu, le présent chapitre passe en revue différentes tactiques et stratégies pour mener avec efficacité vos campagnes de sensibilisation et de mobilisation, tout en vous appuyant sur des enseignements tirés de décennies de résistance civile et non violente dans le monde entier.

Planification des campagnes de sensibilisation et de mobilisation

La planification stratégique est un facteur déterminant pour faire libérer un être cher, notamment lorsque les ressources sont limitées et qu'il est impossible de rassembler un grand nombre de personnes. Malgré les difficultés que vous rencontrerez, ne sous-estimez jamais la puissance d'une société qui jette toutes ses forces dans la bataille pour la libération de prisonniers politiques. Nous allons maintenant voir comment tirer le meilleur parti des ressources à votre disposition, comment mobiliser un public acquis à votre cause et comment maintenir le cas de la personne qui vous est chère au centre de l'intérêt du public.

- 1. Fixez des objectifs clairs :** votre campagne de sensibilisation doit préciser quels sont vos objectifs concrets. Pour ce faire, posez-vous la question suivante : visez-vous uniquement la libération de la personne qui vous est chère, ou voulez-vous aussi obtenir d'autres droits ? Par exemple, vous pourriez aussi chercher à garantir un accès aux médicaments, le transfert devant un tribunal et la protection contre la torture et les traitements inhumains. Définir clairement vos objectifs vous aidera à vous concentrer pleinement sur l'essentiel et à évaluer l'efficacité de votre campagne, puis à procéder à l'adaptation de vos stratégies le cas échéant. Vous pourriez même envisager de lancer deux campagnes de sensibilisation en parallèle, l'une à l'échelon international et l'autre à l'échelon national, chacune avec une orientation et des objectifs spécifiques.
- 2. Déterminez le type de campagne que vous souhaitez mener :** après avoir fixé des objectifs clairs, il faut impérativement choisir le type de campagne de mobilisation ou de sensibilisation que vous voulez mener. Ce choix déterminera la stratégie et les tactiques que vous mettrez en œuvre pour atteindre vos objectifs. Ainsi, il est possible de mobiliser un très grand nombre de personnes en optant pour des stratégies larges, par exemple en organisant des manifestations de masse ou en essayant de rendre virales des campagnes sur les médias sociaux. Par ailleurs, vous pourrez attirer l'attention sur votre cause via l'art et la créativité ou via des stratégies d'actions conjointes menées par des militants, faisant intervenir des défenseurs des droits humains et des organisations en lien avec votre thématique. Chaque type de campagne présente des avantages et des inconvénients ; il est donc capital de choisir celle qui est la mieux adaptée à votre cause et à votre situation précise. Nous approfondirons ce point plus tard dans ce chapitre, en vous présentant davantage d'exemples de campagnes envisageables.
- 3. Identifiez le public cible :** le type de campagne à retenir dépend du public que vous ciblez. Même s'il est possible de viser une population large, mieux vaut identifier et isoler un public plus

restreint mais plus influent. Demandez-vous qui serait susceptible de rejoindre votre mouvement : famille, amis, camarades de classe, leaders d'opinion, personnalités politiques, organisations de défense des droits humains ou encore personnes capables d'exercer un lobbying auprès des autorités compétentes. En faisant intervenir ces acteurs, vous pousserez la mobilisation et l'impact de votre campagne à son maximum.

4. **Mettez en place un calendrier** : il est essentiel de planifier avec soin les dates de vos actions, même s'il s'agit d'activités de moindre ampleur. Soyez à l'affût d'occasions et d'événements clé en rapport avec votre cause, tels que des grandes dates anniversaire ou des événements internationaux en lien avec les droits humains. Tirez profit de ces occasions qui donnent de la visibilité à votre campagne et renforcent son impact.

5. **Formulez le message central** : un message puissant est capable de transcender les frontières géographiques pour élargir la portée de votre appel, mobiliser les peuples et les rallier à la cause de l'être qui vous est cher ou les pousser à agir dans leur propre pays. Le porte-parole chargé de relayer ce message ne doit donc pas sous-estimer la force. Il faut que le message soit clair, poignant et simple à retenir ; il doit appeler à l'action, notamment pour permettre au prisonnier de voir ses proches, recevoir des visites régulières, mettre fin à son isolement carcéral, recevoir des soins médicaux adaptés, être représenté par un avocat, passer du temps à l'air libre et faire en sorte que son dossier soit porté devant les tribunaux. Appuyez-vous sur les chapitres 6, 7 et 8 pour formuler ce message.

6. **Cherchez des alliés** : identifiez des alliés et des collaborateurs ayant les mêmes objectifs que vous. En collaborant avec des organisations de défense des droits humains, des groupes de militants et des personnalités influentes, vous pourrez démultiplier l'impact de votre message. Unissez vos forces pour augmenter la visibilité de votre cause et exercer des pressions sur les autorités responsables de la détention du prisonnier ou de la prisonnière politique.

- 7. Coordonnez les différents acteurs de votre réseau de soutien :** une coordination efficace et un porte-parole unique sont essentiels pour diffuser de manière claire et convaincante vos objectifs de campagne et les appels aux activités collectives. Nous vous conseillons de confier la diffusion du message central au porte-parole et de faire en sorte que d'autres membres du réseau épaulent le coordonnateur pour assurer le bon déroulement de la campagne, en lui apportant par exemple un soutien logistique, une aide à la planification et à l'organisation des actions, ou en remplaçant le porte-parole le cas échéant.
- 8. Évaluez et ajustez :** le suivi de la participation ainsi que les photos et vidéos de la campagne de sensibilisation constituent autant de preuves tangibles des avancées de votre action. Cet historique vous permettra d'évaluer son impact et éventuellement d'ajuster votre stratégie.

Stratégies de mobilisation et de sensibilisation

Une large palette d'actions s'offre à vous lorsque vous luttez pour faire libérer un prisonnier ou une prisonnière politique, et ces actions constituent des outils puissants pour sensibiliser le public, mobiliser un soutien et faire pression en vue d'obtenir justice. En combinant des méthodes classiques et d'autres plus créatives, vous pourrez démultiplier l'impact de votre campagne sur la sensibilisation du public et accroître les pressions exercées sur les autorités pour atteindre votre objectif final.

Voici différents exemples de stratégies pour faire prendre un bon départ à votre campagne :

- **Manifestations pacifiques :** organisez des manifestations dans des endroits stratégiques pour attirer l'attention sur le cas du prisonnier politique.
- **Marches et rassemblements :** planifiez des marches et des rassemblements pour mobiliser la communauté et provoquer une couverture médiatique.

- **Rédaction de courriers** : encouragez les campagnes de rédaction massive de courriers pour faire pression sur les autorités et demander la libération du prisonnier politique.
- **Campagnes sur les médias sociaux** : les campagnes en ligne pour diffuser votre message constituent elles aussi un outil efficace. Relisez le chapitre 8 pour vous remémorer la stratégie de communication.
- **Peintures murales et graffitis** : dans les espaces publics, utilisez l'art urbain pour faire passer des messages de soutien en faveur de la libération des prisonniers politiques.
- **Hommages et commémorations** : organisez des événements en hommage au prisonnier politique pour sensibiliser la population.
- **Campagnes de collecte de signatures** : menez des campagnes pour recueillir des signatures en faveur de la libération du prisonnier politique et présentez les pétitions aux autorités.
- **Diffusion de documentaires et de témoignages** : réalisez des documentaires et des entretiens, recueillez des témoignages qui illustrent la situation des prisonniers politiques et diffusez-les.
- **Concerts et événements culturels** : organisez des événements culturels, par exemple des concerts de bienfaisance, pour récolter des financements et porter votre affaire à la connaissance du public.
- **Actions symboliques** : menez des actions à valeur symbolique, telles que des veillées aux chandelles, des chaînes humaines ou des installations artistiques éphémères dans des lieux emblématiques, en hommage au prisonnier politique.

Il s'agit là de simples suggestions et cette liste n'est bien sûr pas exhaustive¹⁷. La seule limite est celle de votre créativité, et toute activité supplémentaire pourra être d'une grande utilité à votre campagne et contribuer à la libération de la personne qui vous est chère.

¹⁷ Une multitude d'ouvrages peuvent être sources d'inspiration et vous aider à élaborer d'autres stratégies et actions qui seront d'une grande utilité à votre cause, par exemple *How to wage nonviolent struggle* par Gene Sharp, ou *346 tactics of civil resistance in the 21st century* (2021) de M. Beer.

Rappeler constamment à la société dans quelle situation se trouvent les prisonniers politiques, humaniser leur histoire et user de tactiques créatives et collaboratives peut exercer une pression importante sur les autorités responsables. En outre, cela contribue à entretenir le moral des prisonniers politiques, qui se sentent alors épaulés dans leur combat et savent que leurs défenseurs œuvrent à leur libération.

Le combat pour la justice et la liberté exige de la détermination, un engagement certain et une grande focalisation sur les droits humains. Planifiées avec soin et suivies sans relâche, les campagnes de sensibilisation et de mobilisation peuvent jouer un rôle de premier ordre dans votre quête pour faire libérer la personne qui vous est chère.

Exemple

En juin 2016, les autorités de Bahreïn arrêtent le défenseur des droits humains Nabeel Rajab, puis le condamnent à cinq ans de prison pour avoir exprimé pacifiquement ses opinions sur Internet. La nouvelle de sa détention se répand rapidement dans le monde entier, entraînant une vague de condamnations de la part des organisations de défense des droits humains, des militants et de toutes les personnes sensibilisées à cette question. Le cas de Nabeel Rajab est alors largement perçu comme une violation de la liberté d'expression et une attaque injuste de la défense des droits humains.

En réaction, des organisations de défense des droits humains telles qu'Amnesty International, Human Rights Watch, Index on Censorship et Reporters sans frontières ainsi que des militants du monde entier unissent leurs forces pour faire connaître la situation de Nabeel Rajab. Ils organisent des manifestations, lancent des pétitions en ligne et mènent des campagnes de sensibilisation du grand public pour faire pression sur les autorités de Bahreïn, les contraindre à abandonner les charges pesant sur Nabeel Rajab et le faire libérer.

En outre, la participation active de sa femme, Sumaya, et de sa fille, Malak, aux manifestations et au travail de défense des droits joue un rôle déterminant. Leur engagement ajoute une dimension personnelle à la campagne en pointant du doigt le coût humain de la détention politique.

Finalement, au terme de presque quatre années d'emprisonnement, Nabeel Rajab est libéré en 2020. Cette grande victoire dans la lutte en faveur de la liberté d'expression et des droits humains met en lumière l'influence de l'action collective et de la solidarité mondiale dans la quête de la justice et de la dignité humaine.

Cet exemple illustre parfaitement l'impact tangible qu'exercent la sensibilisation de l'opinion publique et les campagnes de mobilisation pour promouvoir les droits humains et faire libérer les militants emprisonnés. La coopération à l'échelle internationale, l'utilisation stratégique des médias en ligne et hors ligne ainsi que les pressions diplomatiques peuvent faire une réelle différence dans le combat pour la justice et la liberté dans le monde.

Après avoir abordé le pouvoir de la sensibilisation de l'opinion publique, nous allons étudier dans le chapitre suivant une question capitale : comment manœuvrer dans le système juridique national face à une détention pour motifs politiques ? Nous nous efforcerons de vous apporter des orientations utiles à l'échelon national pour soutenir la cause de la liberté en cas d'emprisonnement injuste.

Notes personnelles



Chapitre 10

MANŒUVRER AU SEIN DU SYSTÈME JURIDIQUE NATIONAL

Les détentions pour motifs politiques étant par nature arbitraires et illégales, vous ne réussirez à vous y retrouver qu'à la condition de bien comprendre le cadre juridique du pays concerné. Dans ce chapitre, nous vous proposons de voir comment s'assurer une représentation juridique adaptée, se préparer aux procédures judiciaires et échanger avec les autorités. Sur ce terrain, nous vous conseillons de faire preuve à la fois de patience et de la plus grande diligence. En matière de procédure, les délais sont très stricts et chaque jour qui s'écoule revêt une importance capitale.

Vous devez impérativement épuiser tous les recours mis à votre disposition par la juridiction nationale devant toutes les instances compétentes, sans aucune exception, même si ces dernières vous semblent dénuées de toute légitimité. Primordiales pour consigner soigneusement les violations des droits humains endurées, ces démarches constitueront le socle qui vous permettra de définir vos relations avec le système juridique international pour dénoncer ces transgressions.

Voilà comment constituer le dossier de votre affaire. Par ailleurs, dans l'hypothèse où un programme d'indemnisation collective serait un jour mis en place pour rendre justice et réparer les violations des droits humains, ce dossier s'avèrera très utile.

Bien que les contraintes particulières auxquelles vous faites face dépendent naturellement du contexte juridique propre à chaque pays, nous formulons ici des recommandations d'ordre général que vous pourrez adapter à votre cas. Dans toutes les actions que vous entreprendrez pour accompagner le détenu sur le chemin de la liberté, n'oubliez jamais à quel point il importe de respecter la loi.

Adaptez-vous aux juridictions locales

Les règles fondamentales régissant l'arrestation, le procès et la libération d'un prisonnier sont déterminées par les lois nationales. Pour votre action en justice, adopter une stratégie à l'échelle nationale vous permettra d'œuvrer dans les limites du cadre juridique concerné et d'utiliser la législation et les droits constitutionnels applicables pour protéger le prisonnier politique. Au niveau national, certaines options permettent de contester directement la détention, par exemple l'Habeas corpus¹⁸ ou le recours d'Amparo¹⁹, lesquels peuvent être appliqués dans les meilleurs délais et avec efficacité. Chaque juridiction a ses spécificités. Bien comprendre le contexte juridique et les problématiques culturelles ainsi que la manière dont ces éléments peuvent influencer sur le processus juridique revêt donc une importance primordiale.

¹⁸ L'Habeas corpus est un recours juridique visant à protéger le droit à la liberté individuelle de tout détenu. Il a pour but de veiller à ce qu'une personne arrêtée soit présentée devant un tribunal ou une autorité juridique chargés de vérifier la légalité de son emprisonnement, et donc d'éviter les arrestations arbitraires ou illégales.

¹⁹ Le recours d'Amparo protège les droits fondamentaux des personnes contre d'éventuelles violations par les autorités de l'État ou d'autres entités. Ce recours vise à garantir le respect et la protection des droits humains dans les situations où ces derniers pourraient être menacés.

Si la défense du détenu est assurée par un avocat, cela ne doit pas empêcher les personnes impliquées dans la stratégie de libération d'avoir elles aussi une connaissance de base des rouages du système judiciaire national. Elles seront ainsi en mesure d'épauler efficacement l'avocat et de contribuer à prendre des décisions éclairées, pour faire progresser l'affaire et accroître les chances de réussite.

Choisissez un représentant légal

Il est essentiel de choisir un avocat qui connaisse la nature politique du dossier, la législation locale et les instruments internationaux. Pour cela, effectuez une recherche détaillée et évaluez avec soin les compétences, l'expérience et l'engagement des candidats possibles. Prenez le temps nécessaire pour bien choisir votre défense ; un changement trop fréquent de représentant pourrait nuire à l'efficacité de la procédure. Une collaboration et une communication constante avec l'avocat que vous aurez retenu sont primordiales, tout comme l'étude de la possibilité d'une aide juridique gratuite. Voici quelques conseils pour vous aider à faire le bon choix.

- **Expérience et connaissances** : fin connaisseur du système judiciaire national, votre représentant légal doit également posséder une expérience et une expertise en matière de droits humains et de droit international. Sans toutefois s'y limiter, il pourra s'agir d'une connaissance des traités internationaux et de la jurisprudence dans ce domaine, ou encore de la capacité à parler au nom du détenu dans un contexte politiquement tendu. De même, il est essentiel de choisir un avocat ayant déjà pris en charge des dossiers de prisonniers politiques, afin qu'il soit en mesure d'appréhender la complexité et l'urgence de la situation.
- **Disposition à prendre des risques** : votre avocat-conseil doit avoir pleinement conscience des risques politiques, personnels et économiques que comporte la représentation d'un prisonnier politique et être disposé à les accepter. Il s'expose notamment à des persécutions, du harcèlement, des menaces à l'encontre de sa sécurité personnelle, et risque en outre de se heurter à des obstacles pendant la procédure.

- Communication et suivi continus de la situation en prison : votre avocat doit être prêt à maintenir une communication continue non seulement avec le détenu, mais aussi avec sa famille. La transparence et une communication ouverte sont essentielles pour comprendre les besoins et les inquiétudes du prisonnier et pour élaborer une stratégie de défense efficace.

Qui plus est, il faut que votre avocat soit disposé à effectuer régulièrement des visites au prisonnier. Primordiales pour la communication avec le détenu, ces visites permettent également de connaître ses conditions de détention.

En cas de violation des droits du détenu, par exemple mise à l'isolement, traitements cruels, torture ou conditions de détention inhumaines ou dégradantes, votre avocat ou votre équipe juridique doivent être prêts à dénoncer ces pratiques sans délai. Pour ce faire, ils pourront notamment déposer plainte de manière officielle, demander à des organismes de défense des droits humains nationaux ou internationaux d'intervenir, et travailler avec la presse et des organisations de la société civile pour faire connaître la situation et exiger le respect des droits du prisonnier.

- **Aide juridique gratuite** : un certain nombre d'organisations non gouvernementales et d'avocats spécialisés dans les droits humains proposent une aide juridique gratuite en cas de détention pour motifs politiques. Les organisations de défense des droits humains possèdent souvent une grande expérience de ce genre de situation. De plus, certains avocats sont disposés à représenter gratuitement des prisonniers politiques très en vue, en raison de l'intérêt que présente leur dossier et des valeurs qu'il véhicule.
- **Tentatives d'intervention de fonctionnaires** : il n'est pas rare de voir certains régimes essayer d'imposer au détenu un avocat qui travaille pour l'État et dont l'objectif n'est pas toujours de veiller au respect et à la garantie des droits de son client. Ce genre d'interférence constitue une grave violation du droit à la défense. N'oubliez pas que vous avez le droit de choisir un représentant

légal indépendant. Nous vous recommandons de choisir un avocat en qui vous avez confiance et qui n'a d'autre intérêt que la libération du prisonnier ou de la prisonnière politique.

Élaborez une stratégie de défense

La préparation de la défense nécessite une connaissance approfondie du système juridique local. Elle doit notamment comprendre une planification minutieuse de la stratégie juridique, la collecte de preuves et la coordination des différents témoins. Ce processus collaboratif entre l'avocat, le prisonnier et les membres de sa famille demande du temps, des efforts et un grand souci du détail. Pour toutes les décisions, le dernier mot doit toujours revenir au détenu et à sa famille.

Dans toutes les interactions et communications publiques de nature juridique, soulignez le caractère illégal et arbitraire de la détention, en rappelant qu'elle est contraire aux droits constitutionnels et fondamentaux.

Voici quelques conseils pratiques pour chaque volet de la préparation de la défense :

- **Évaluation du contexte politique et juridique** : faites des recherches sur les liens entre le système juridique et le régime politique qui vous concerne, afin de mieux les cerner. Recensez les juges, les procureurs et les autres acteurs clé qui ont une influence sur l'affaire. S'il existe un biais ou un conflit d'intérêt du côté des fonctionnaires chargés du dossier, il faut impérativement les dénoncer et les consigner. N'oubliez pas que vous devez épuiser absolument toutes les actions en justice à votre disposition, même si les recours n'aboutissent à rien.
- **Anticipation de différents scénarios** : prévoyez un large éventail de scénarios possibles et mettez au point une stratégie que vous pourrez adapter à mesure que l'affaire évolue. En effet, il vous faudra peut-être discréditer des preuves fabriquées de toutes pièces, contredire des représentants de la justice, recourir à la législation internationale et faire appel de certaines décisions.

- **Recueil et conservation des preuves** : dès le début de l'affaire, consignez le moindre détail, même le plus insignifiant. Tenez un journal de bord (voir chapitre 2). Faites des photocopies et des photos des pièces de votre dossier et conservez les documents originaux dans un endroit sûr.
- **Préparation des témoins** : assurez-vous que les témoins comprennent le processus et l'importance de leur rôle. Respectez la législation de chaque pays en matière de relations avec les témoins. Envisagez une protection s'il existe un risque d'intimidation.
- **Travail avec les organisations de défense des droits humains et les corps diplomatiques** : il est essentiel de tisser des liens avec les organisations de défense des droits humains, tant à l'échelle locale qu'internationale, ainsi qu'avec les instances diplomatiques qui peuvent apporter leur soutien, soit en intervenant en tant qu'observateurs lors du procès, soit en offrant leur expertise en matière de droits humains. Si le prisonnier a une double nationalité, il est capital de faire intervenir l'équipe diplomatique de son autre nationalité : en contribuant de manière significative à la défense de ses droits, elle réduit les chances que l'État puisse agir en toute impunité.
- **Gestion des relations publiques** : dans le même temps, il est judicieux de mettre au point une stratégie en matière de relations publiques qui soit en phase avec la procédure judiciaire à l'échelle nationale, afin de gérer le narratif des médias à mesure que l'affaire progresse. Si cela vous est possible, collaborez avec un spécialiste de la communication. Sinon, choisissez un porte-parole avec votre avocat-conseil. Pour davantage de conseils sur la construction d'un narratif et la gestion de la communication, reportez-vous aux chapitres 6, 7 et 8.
- **Prise en compte des ressources internationales** : en parallèle, élaborer une stratégie internationale efficace d'action en justice et de défense des droits, en conformité avec votre stratégie à l'échelle nationale. Combiner ces deux stratégies vous permettra d'adopter une approche globale et d'intégrer de multiples aspects

pour venir à bout du problème complexe et délicat que pose la libération d'un prisonnier politique. Nous reviendrons plus en détail sur ce point dans le chapitre suivant.

- **Soutien émotionnel du détenu et de sa famille** : cherchez un soutien émotionnel durable et faites-vous une idée claire du déroulement de l'affaire afin de réduire l'incertitude et le stress. Envisagez de demander une aide psychologique de la part d'un professionnel. Pour plus d'informations sur cette question, veuillez consulter le chapitre 4.
- **Évaluation et ajustement de la stratégie** : la préparation de la défense d'un prisonnier politique n'est pas un processus linéaire. Une réévaluation et un ajustement de la stratégie peuvent s'avérer nécessaires à mesure que l'affaire suit son cours. Il est donc indispensable que le détenu, ses avocats et l'ensemble de ses alliés collaborent et fassent preuve de souplesse. En outre, tous doivent se préparer à faire face aux obstacles sans égal qui pourront survenir dans un contexte fortement politisé et hostile.

Interagissez avec les autorités

La détention pour motifs politiques est une épreuve d'endurance, tant pour le prisonnier que pour ses proches et ses défenseurs. Dans ces circonstances, interagir avec les autorités exige à la fois respect, connaissances, cran et stratégie. L'éventail de recommandations qui suit forme une feuille de route qui vous aidera à mener votre barque à travers ces interactions complexes, dans le but de protéger les droits du prisonnier, de maintenir une communication efficace et de promouvoir la justice dans un contexte difficile.

- **Respect et professionnalisme** : conserver un ton respectueux et professionnel dans toutes vos interactions avec les autorités permet d'éviter certaines confrontations inutiles et de maintenir ouvert un canal de communication. Loin d'être un aveu de faiblesse, le respect est une marque de dignité et de professionnalisme qu'il ne faut pas prendre pour de la soumission ou de la résignation face à l'injustice.

- **Connaissances juridiques** : la maîtrise de la législation locale et internationale est un bouclier contre l'arbitraire. Une solide connaissance de la loi permet de dialoguer en position de force et en toute clarté, pour opposer à l'injustice des arguments juridiques dépourvus d'affect.
- **Communication efficace** : soyez clair et direct lorsque vous communiquez. Ayez toujours à l'esprit les droits du prisonnier politique. Tenez-vous-en au narratif que vous avez élaboré et exigez sa libération.
- **Documentation méticuleuse des interactions** : consignez soigneusement chaque rencontre, conversation téléphonique ou communication écrite avec les autorités, notamment les dates, les heures, le nom des participants et la description détaillée du contenu des discussions. Cette documentation fournit une chronologie et une trace écrite qui pourront s'avérer primordiales par la suite pour mettre les autorités devant leurs responsabilités et servir de preuves dans les procédures judiciaires. Vous pourrez également consigner ces éléments dans votre journal de bord (voir chapitre 2).
- **Négociations prudentes** : lors des négociations avec les autorités, il faut trouver le juste équilibre entre fermeté pour défendre les droits du prisonnier politique et souplesse pour parvenir à le faire libérer. Ayez conscience des dynamiques du pouvoir et soyez attentif au moment et à la manière de revendiquer la libération du détenu. Toute concession ou tout accord doit être mûrement réfléchi et faire l'objet de discussions avec les autres membres de l'équipe juridique, le détenu et sa famille.
- **Se préparer aux intimidations et à l'hostilité** : dans le cadre de détentions pour motifs politiques, les intimidations et l'hostilité de la part des autorités sont des stratégies courantes. Il est primordial de garder son calme, de réagir avec fermeté et respect et de consigner et signaler chaque incident. Avec le soutien d'organisations de défense des droits humains, des médias et d'instances internationales, il est possible de s'opposer à l'impunité et aux

tentatives d'intimidation des autorités en donnant de la visibilité au dossier et en exerçant des pressions publiques en faveur de la justice et des droits du prisonnier politique.

- **Éviter les confrontations** : attaquer de front les autorités gouvernementales risque d'aggraver la situation et de mettre en danger le détenu et sa famille. À l'inverse, garder son calme et trouver des solutions diplomatiques se révèle souvent plus efficace pour faire valoir les droits du prisonnier et garantir sa sécurité. Tenez-vous-en aux faits et à la législation pour écarter les provocations et conserver une position de force. Ne laissez pas les confrontations vous éloigner de votre objectif premier : la libération du prisonnier politique.
- **Canaux officiels** : utiliser les canaux officiels pour communiquer et déposer vos plaintes permet non seulement de bénéficier d'une légitimité certaine mais aussi de marquer votre respect des institutions, si corrompues soient-elles. Nous vous recommandons de formuler officiellement des demandes d'information sur le statut du détenu et l'avancée de son dossier, de préférence par écrit afin de garder une trace formelle des échanges et de s'assurer que les autorités respectent leurs obligations légales.

Le combat pour obtenir justice dans un État autocratique est un chemin semé d'embûches et souvent dangereux. Toutefois, en vous armant de respect, d'une solide connaissance de la législation, d'une stratégie de communication efficace et d'un soutien extérieur, il est possible de défier l'oppression et d'œuvrer à la libération du prisonnier politique. Ces recommandations vous offrent un cadre pour interagir avec les autorités, tout en veillant à préserver la dignité et les droits du détenu et en agissant en faveur de la justice. À chaque étape de ce cheminement, il est capital de tout consigner fidèlement par écrit, de faire preuve de prudence lors des négociations et de vous préparer à faire face à des manœuvres d'intimidation et d'hostilité. En respectant ces principes et en conservant une approche à la fois stratégique et respectueuse, vous parviendrez à vous orienter dans le dédale de la bureaucratie autoritaire et à ouvrir une voie vers la justice et l'humanité.

Souciez-vous de l'éthique et du respect de la loi

L'un des grands principes de votre entreprise résidera dans un respect constant de la loi. Tout dilemme à caractère éthique devra être envisagé avec précaution et mûrement réfléchi, de sorte à ne pas nuire aux efforts déployés pour la libération du prisonnier politique.

- **Responsabilité envers le détenu** : la priorité doit être donnée à la sécurité du prisonnier. Il faut donc agir dans son intérêt, même en cas de pressions extérieures ou d'objectifs divergents.
- **Conformité à la loi** : malgré le caractère exceptionnel des circonstances, il est impératif de respecter la loi. Tout écart pourrait avoir des conséquences juridiques graves et nuire à votre cause.
- **Respect des droits humains** : l'avocat et les conseillers d'un prisonnier politique doivent respecter à la lettre les normes internationales en matière de droits humains, y compris la dignité et la vie privée de tous les acteurs concernés.
- **Transparence** : il est essentiel de faire preuve d'honnêteté et de franchise avec l'ensemble des acteurs, notamment en ce qui concerne vos intentions, vos méthodes et vos objectifs. La transparence permet de construire un climat de confiance et d'éviter tout malentendu.
- **Confidentialité** : les informations sensibles, par exemple certains détails personnels concernant le détenu ou la stratégie juridique retenue, doivent être traitées avec la plus grande précaution. Leur communication malencontreuse pourrait mettre en danger la sécurité du prisonnier et compromettre son dossier.
- **Cohérence des paroles et des actes** : veillez à ce que vos déclarations et vos actes s'inscrivent toujours dans la logique de principes déontologiques fermement ancrés. Tout écart risque de saper la crédibilité et l'efficacité de l'entreprise tout entière.
- **Éviter les conflits d'intérêts** : en cas de conflit d'intérêts entre les acteurs concernés, celui-ci doit être identifié et géré de manière appropriée. Les conflits d'intérêts non résolus sont susceptibles de nuire à votre affaire.

Exemple

Dans les années 1960, les États-Unis ont traversé une période de profondes transformations sociales et politiques amorcées par le mouvement en faveur des droits civiques. Porté par Martin Luther King Jr, devenu son porte-drapeau visionnaire, ce mouvement visait à mettre un terme à la ségrégation raciale et aux discriminations systématiques dont était victime la population afro-américaine dans le pays. Dans son inlassable quête d'égalité et de justice, Martin Luther King a souvent organisé des actions de contestation et des manifestations pacifiques dans le sud des États-Unis, où la ségrégation raciale était la plus manifeste. Sa résistance courageuse lui a toutefois valu d'être arrêté de nombreuses reprises, comme à Birmingham, en Alabama, en 1963.

Clarence B. Jones, avocat respecté et conseiller juridique de Martin Luther King, est alors resté à ses côtés, lui fournissant une assistance juridique et stratégique. Travaillant sans relâche pour faire respecter les droits de Martin Luther King au sein d'un système juridique souvent hostile aux chefs de file des droits civiques, il a contribué à organiser sa défense juridique et à rassembler les preuves et les arguments qui ont aidé à démontrer le caractère injuste de ses arrestations. Qui plus est, il a participé à la mobilisation de l'opinion publique et aux pressions exercées sur les autorités locales et fédérales afin de le faire libérer. Ses compétences en communication et en relations publiques ont été déterminantes pour maintenir le cas de Martin Luther King sur le devant de la scène, ce qui, par ricochet, a généré un soutien grandissant pour sa libération aux niveaux national et international.

Clarence B. Jones n'a pas seulement œuvré sur le terrain. Il a également participé, au nom de Martin Luther King et du mouvement en faveur des droits civiques, aux négociations et aux dialogues avec divers responsables politiques et représentants du gouvernement. Sa capacité à mener des conversations constructives et à chercher des solutions pacifiques a constitué l'un des piliers des efforts déployés par le mouvement pour obtenir des réformes législatives et la fin de la ségrégation raciale.

Cet exemple illustre à quel point la compréhension du système juridique national et la capacité à manœuvrer efficacement dans ce contexte pré-

cis sont primordiaux pour la libération d'un prisonnier politique. Le choix de votre représentant légal, la planification minutieuse d'une stratégie de défense et des tactiques d'interactions avec les autorités constituent des étapes essentielles dans votre combat pour la justice et la liberté face à un emprisonnement pour mobiles politiques. N'oubliez pas que même si chaque cas est unique, les recommandations d'ordre général données dans ce chapitre peuvent être adaptées et appliquées afin de mettre toutes les chances de votre côté, quel que soit le contexte juridique qui est le vôtre.

Dans le chapitre suivant, nous allons approfondir notre approche et nous pencher sur la stratégie relative aux actions en justice et à la défense des droits à l'échelle internationale. Nous vous expliquerons de quelle manière cette stratégie s'inscrit dans le prolongement de notre quête de justice et de liberté au-delà des frontières nationales. Nous nous intéresserons à la diplomatie tout comme aux accords et aux mécanismes juridiques internationaux qui permettent d'amplifier la voix des prisonniers politiques dans le monde entier. Chacune de ces étapes vient étoffer un réseau de soutien mondial pour la défense des droits humains, à mesure que nous bâtissons une passerelle pour passer de l'oppression à la libération.





Chapitre 11

ACTIONS EN JUSTICE ET DÉFENSE DES DROITS À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Dans votre quête de justice pour un prisonnier politique, votre stratégie ne doit pas se limiter aux frontières nationales. La communauté internationale joue un rôle crucial dans la défense et la protection des droits humains. Elle peut donc constituer un allié de poids dans la libération d'un détenu. Dans ce qui suit, nous vous expliquons en détail comment mettre au point une stratégie d'actions en justice et de défense des droits au niveau international, afin d'assurer une défense globale et de parfaire votre stratégie de libération. Pour commencer, définissons quelques concepts.

Comme l'indique leur nom, les actions en justice internationales contestent la légalité de la détention d'un prisonnier politique dans un contexte international. Cela suppose de présenter des arguments et des preuves à des mécanismes internationaux spécialisés dans les droits humains et compétents pour statuer sur la légalité de la détention et

d'autres violations des droits humains en lien avec le dossier. À même d'apporter une aide précieuse, de tels mécanismes à l'échelle universelle et régionale constituent un outil puissant pour obtenir justice et faire libérer des personnes détenues de façon injuste en raison de leurs activités politiques.

Par défense des droits humains à l'échelle internationale, nous entendons les efforts et les stratégies déployés par un individu, une organisation, un gouvernement, un groupe de défense des droits humains ou d'autres acteurs en vue d'influencer des stratégies politiques, des pratiques ou des décisions au niveau international. Loin de se cantonner aux aspects juridiques, cette défense des droits englobe des activités telles que la promotion de certaines politiques, l'aide à la mobilisation, la formation d'alliances et les activités de lobbying auprès d'acteurs clé comme les gouvernements ou certaines organisations internationales, dans l'optique d'enclencher des changements favorables à la cause défendue.

Les actions en justice et la défense des droits à l'échelle internationale offrent différentes solutions pouvant être retenues selon les conventions et traités ratifiés par l'État concerné, la nature de la violation, les preuves en votre possession et les possibilités d'obtenir un recours. Ainsi, les systèmes de défense des droits humains à l'échelle universelle et régionale travaillent de manière conjointe et complémentaire à la promotion et à la protection de ces droits dans le monde entier. Parfois, plusieurs mécanismes internationaux s'appliquent en même temps, tandis que dans d'autres cas, une action prévaut sur les autres. Un choix stratégique doit alors s'opérer au cas par cas, en fonction des circonstances et de la faisabilité.

Conduire une stratégie efficace de défense des droits à l'échelle internationale n'est pas chose aisée. Cela exige une expertise en matière de droit international et de droits humains ainsi qu'une bonne compréhension des mécanismes internationaux et de leur fonctionnement. Pour mettre en place votre stratégie, il est donc indispensable de collaborer avec des organisations, des avocats et d'autres spécialistes possédant une expérience dans ces domaines. Certains de ces alliés ne demandent pas de rémunération en contrepartie de l'assistance juridique, des conseils stratégiques et des autres ressources qu'ils fournissent pour consolider le dossier à présenter devant les instances internatio-

nales. L'emplacement géographique du siège social de ces instances ne doit pas vous décourager : la plupart des plaintes et des activités de défense des droits peuvent emprunter la voie électronique.

Il faut également bien comprendre que votre avocat international ne sera pas forcément le même que celui qui vous représente dans votre pays. L'important est de bien coordonner ces deux stratégies. La stratégie d'action juridique et de défense des droits adoptée au niveau international pour faire libérer un prisonnier politique ne doit pas être une entreprise isolée ; elle doit s'inscrire dans le prolongement de la stratégie nationale, dans une logique de cohérence, de complémentarité et de simultanéité. Conjuguer ces deux stratégies permet de renforcer considérablement la défense du prisonnier et d'augmenter ses chances d'être libéré.

Système universel de protection des droits humains

Organisation des Nations Unies (ONU) :

- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)
- Comité des droits de l'homme
- Comité contre la torture
- Conseil des droits de l'homme
- Groupe de travail sur la détention arbitraire
- Groupe de travail sur les disparitions forcées
- Comité des disparitions forcées
- Rapporteurs spéciaux (sur la torture, les femmes, l'indépendance du pouvoir judiciaire)

Systèmes régionaux de protection des droits humains

Europe :

- Conseil de l'Europe :
 - Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)
 - Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Amérique :

- Organisation des États américains (OEA) :
 - Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)
 - Cour interaméricaine des droits de l'homme

Afrique :

- Union africaine (UA) :
 - Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP)
 - Cour africaine des droits de l'homme et des peuples
- Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
 - Cour de justice

Asie :

- ASEAN :
 - Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN

Mécanismes internationaux en matière de procédures judiciaires

Voici, pour vous permettre de commencer, quelques exemples de mécanismes internationaux :

- **Communication** : les Nations Unies ont créé des mécanismes internationaux pour dénoncer les cas de détention arbitraire et de disparitions forcées, notamment le Groupe de travail sur la détention arbitraire²⁰, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires²¹ ainsi que les rapporteurs spéciaux²². Constituant de précieux outils pour faire reconnaître le caractère arbitraire d'une détention et d'autres violations des droits humains, les opérations de communication permettent d'exercer des pressions sur l'État responsable pour qu'il libère la personne injustement emprisonnée et respecte ses droits.

²⁰ Groupe de travail sur la détention arbitraire.

Disponible sur : <https://www.ohchr.org/fr/special-procedures/wg-arbitrary-detention>

²¹ Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires.

Disponible sur : <https://www.ohchr.org/fr/special-procedures/wg-disappearances>

²² Rapporteurs spéciaux.

Disponible sur : <https://www.ohchr.org/fr/special-procedures-human-rights-council>

- Pétitions** : les pétitions servent à mettre l'État concerné devant ses responsabilités en matière de violation des droits humains. Elles peuvent être adressées à différentes institutions internationales, par exemple la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies, le Comité contre la torture²³ et le Comité des disparitions forcées²⁴. Chacun de ces organes a une compétence pour certains types de cas et des régions géographiques données. En saisissant ces institutions, le prisonnier politique et sa famille peuvent avoir accès à une indemnisation totale²⁵ pour les dommages subis.
- Mesures de précaution**²⁶ : si vous craignez pour la vie ou l'intégrité physique du détenu, en cas de santé fragile ou de risque de torture, déposez une demande de mesures provisoires auprès d'instances internationales telles que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), lesquelles peuvent placer immédiatement le détenu sous protection.

²³ Comité contre la torture.

Disponible sur : <https://www.ohchr.org/fr/treaty-bodies/cat>

²⁴ Comité des disparitions forcées.

Disponible sur : <https://www.ohchr.org/fr/treaty-bodies/ced/introduction>

²⁵ L'indemnisation totale rassemble un ensemble d'actions visant à rétablir les droits et le bien-être des victimes directes ou indirectes de violations des droits humains. Ces mesures vont au-delà de la simple compensation financière et concernent aussi la restitution des biens matériels, le rétablissement physique et psychologique ainsi que diverses mesures pour prévenir d'autres violations dans le futur.

²⁶ CEDH. Mesures provisoires.

Disponible sur : https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/FS_Interim_measures_SPA.

Mesures conservatoires. Disponible sur : <https://www.oas.org/fr/cidh/jsForm/?File=/fr/cidh/decisions/mc/sobre-cautelares.asp>.

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : http://www.courtecawas.org/wp-content/uploads/2018/11/Protocol_AP1791_ENG.pdf (en anglais)

Mécanismes internationaux en matière de défense des droits

- **Soutien de la part de gouvernements de pays démocratiques :** les pays démocratiques peuvent exercer des pressions diplomatiques sur le gouvernement du pays qui retient le prisonnier politique. Il peut s'agir du dépôt de résolutions par des organes législatifs spécifiques tels que la Commission des Affaires étrangères ou le Comité des droits de l'homme, d'appels publics à la libération du détenu ou encore de mesures diplomatiques pour faire davantage pression sur le gouvernement en question.
- **Rencontres avec des personnalités publiques :** organisez des rencontres avec des personnalités publiques issues de bords politiques différents. Ces rencontres peuvent contribuer à mettre en lumière l'importance universelle de la justice et des droits humains au-delà des divisions politiques et engendrer une pression provenant de différents horizons idéologiques en faveur de la libération du prisonnier politique. Demandez par exemple à un député ou à un artiste de lancer un appel public sur les médias sociaux, d'écrire une tribune, de prononcer un discours ou de commander une étude pendant leur mandat. Il s'agit d'une stratégie efficace pour mobiliser le soutien de l'opinion internationale autour du dossier d'un prisonnier politique.
- **Participation à des forums internationaux²⁷ :** rassemblant responsables politiques, spécialistes des droits humains, représentants d'organisations internationales et médias du monde entier, les forums internationaux constituent une occasion unique de dénoncer publiquement la situation d'un prisonnier politique à l'échelle mondiale. Grâce à eux, vous pouvez mettre en lumière le caractère injuste de la détention, mobiliser un soutien mondial et nouer des alliances stratégiques dans la lutte en faveur des droits humains.

²⁷ Voici quelques exemples de conférences internationales : Oslo Freedom Forum, Conférence du Forum 2000 à Prague, Forum économique mondial, Fondation Thompson Reuters à Londres, Sommet de Genève d'UNWatch, Atlas Dinner, Atlas Conference et Sommet Concordia.

- **Tribunes** : publier des tribunes d'opinion dans les médias internationaux permet de faire connaître la situation du prisonnier ou de la prisonnière politique, de dénoncer le caractère injuste de la détention, de rappeler les principes fondamentaux des droits humains et d'appeler à l'action. Une préparation minutieuse de la tribune, puis sa publication dans les médias appropriés sont capitales pour sensibiliser l'opinion publique et faire pression sur les acteurs compétents en vue d'agir.
- **Activités de défense des droits auprès des parlements et des congrès** : les activités de défense des droits auprès de parlements et de congrès d'autres pays consistent notamment à plaider pour l'adoption de résolutions spécifiques et de stratégies politiques en lien avec le dossier du prisonnier politique. Il peut s'agir de présenter des motions ou des résolutions condamnant la détention arbitraire, appelant à la libération du prisonnier ou sanctionnant les responsables. Travailler avec les législateurs permet de gagner un soutien politique officiel en vue d'exercer des pressions sur les gouvernements concernés et de continuer à maintenir l'attention du public sur votre affaire. De plus, ces actions politiques sont susceptibles d'avoir un impact durable et de contribuer à des avancées significatives au plan juridique et politique. Nous vous recommandons de ne pas travailler avec les parlementaires d'une seule couleur politique, les violations des droits humains pouvant concerner tout le monde, indépendamment des convictions politiques.
- **Sanctions ciblées** : il est possible de demander aux gouvernements d'autres pays de faire un usage stratégique de sanctions ciblées contre les responsables gouvernementaux de violations des droits humains. Ces mesures pourront prendre la forme d'une interdiction d'entrée dans le pays qui émet la sanction et du gel des avoirs à l'étranger. En menaçant leur réputation et leurs ressources financières personnelles, cette tactique permet d'exercer des pressions sur les responsables de violations des droits humains.

- **Participation à des événements organisés par des instances multilatérales et des tribunaux internationaux** : dans votre combat pour faire libérer un prisonnier politique, participer à des événements organisés par des instances multilatérales telles que l'Organisation des États américains (OEA), l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Assemblée des États parties de la Cour pénale internationale (CPI) ou d'autres mécanismes régionaux constitue un pan important de votre stratégie de défense des droits à l'échelle internationale. Pouvant prendre la forme d'auditions thématiques, de sessions de travail, de conférences et de débats, ces événements fournissent une plateforme de premier plan pour mettre en lumière la situation des prisonniers politiques et promouvoir des actions concrètes, tout en encourageant des résolutions et des déclarations qui condamnent ces détentions et exigent la libération des prisonniers.

Conseils pratiques

- **Recherche d'une aide technique et juridique** : collaborez avec des organisations spécialisées dans le droit international et les droits humains, ou avec des avocats spécialistes du droit international et d'autres experts capables de vous conseiller sur votre stratégie d'actions en justice et de défense des droits à l'international. Souvenez-vous que certains proposent une assistance gratuite.
- **Épuisement des voies de recours internes** : l'épuisement des voies de recours internes est considéré comme une étape essentielle pour constituer un dossier solide à présenter devant les organes internationaux de défense des droits humains. Toutefois, notez que cette règle peut varier en fonction du mécanisme sollicité. Alors que dans le cas des pétitions, toutes les voies de recours internes doivent généralement avoir été épuisées, d'autres mécanismes tels que les mesures provisoires ou les communications ne l'exigent pas forcément. Pour plus de détails sur ce point, veuillez consulter le chapitre précédent.
- **Feu vert du détenu** : si le détenu est en mesure de donner son consentement, il est primordial de l'obtenir pour déposer une plainte auprès des organes internationaux. Dans le cas contraire,

un membre de la famille proche peut le faire en son nom. Il sera alors important d'expliquer les raisons de l'absence de consentement ou d'autorisation directe du prisonnier. Dans certains cas, cela indique implicitement une autre violation des droits de ce dernier, notamment le déni du droit de consulter un avocat.

- **Rédaction d'un compte rendu technique** : nous recommandons de faire rédiger un compte rendu technique (livre blanc²⁸) par votre avocat dans le but d'apporter une compréhension globale de la situation ; y figureront notamment des informations sur les circonstances de la détention, les lois et règlements concernés, le contexte politique, les violations des droits humains, le soutien international reçu jusqu'à présent (le cas échéant) ainsi que de solides arguments juridiques à l'appui de la libération du prisonnier politique. Vous pourrez emporter ce compte rendu très utile avec vous dans toutes vos actions de défense des droits.
- **Surveillance et suivi constants** : maintenez une surveillance constante de l'action que vous menez afin de vous assurer que celle-ci progresse comme vous le souhaitez. Ne vous laissez pas déstabiliser par la complexité ou la distance liées à une action juridique internationale. Les mécanismes conçus pour venir en aide aux victimes de violations des droits humains prévoient, dans la plupart des cas, la possibilité de déposer une plainte par voie électronique. Il en va de même pour les espaces de défense des droits, auxquels il est possible d'accéder à distance.
- **Confidentialité** : une stratégie efficace pour dénoncer des violations des droits humains consiste à divulguer le cas de manière anonyme, sans mettre en danger les personnes qui donnent l'information. Il faut toutefois savoir que la confidentialité des mécanismes susmentionnés ne s'étend pas à l'identité des victimes directes, car l'État doit connaître la personne qui bénéficie d'une défense de ses droits. Lorsque vous envisagez cette solution, il faut accorder la priorité à la sécurité et à la protection des informateurs.

²⁸ Un livre blanc est un document technique détaillé servant à apporter des informations, une analyse, des arguments et des recommandations sur une thématique particulière.

Exemple

En Arabie saoudite, après l'arrestation de Raif Badawi, blogueur influent et défenseur de la liberté d'expression, sa famille et ses avocats ont mis en place une stratégie d'action juridique à l'échelle internationale afin d'obtenir sa libération. Raif Badawi a été arrêté pour avoir exprimé sur son blog un point de vue critique sur des questions politiques et religieuses.

Les avocats de Raif Badawi ainsi que des organisations de défense des droits humains ont uni leurs efforts pour déposer une pétition auprès du Groupe de travail sur la détention arbitraire (WGAD) des Nations Unies, arguant que la détention de Raif Badawi était arbitraire et violait ses droits fondamentaux à la liberté d'expression et d'opinion.

Leur stratégie d'action juridique à l'échelle internationale comprenait en outre la remise de comptes rendus sur l'affaire de Raif Badawi à des organisations de défense des droits humains tels qu'Amnesty International et Human Rights Watch. Ces documents mettaient en lumière les conditions de sa détention et les violations dont il était victime, ce qui a permis d'accroître la pression de la communauté internationale sur les autorités saoudiennes.

Par ailleurs, la famille et les avocats de Raif Badawi ont plaidé avec des personnalités influentes et des responsables politiques internationaux en faveur de sa libération. Des événements et des conférences ont été organisés dans plusieurs pays pour faire connaître son cas et demander instamment aux autorités saoudiennes de mettre fin à sa détention.

La conjugaison de leurs efforts en matière d'action juridique à l'échelle internationale, de sensibilisation de l'opinion publique par le biais des médias sociaux et de pressions diplomatiques a fini par payer. Après des années d'emprisonnement et de campagnes internationales, Raif Badawi a été libéré et a pu retrouver sa famille.

Comme le montre parfaitement cet exemple, une stratégie internationale d'action juridique et de défense des droits bien préparée et correctement mise en œuvre peut s'avérer particulièrement efficace dans la lutte pour la justice et la libération d'un prisonnier politique. Une coopération





Chapitre 12

SUR LE CHEMIN DE LA LIBERTÉ

MESSAGE À CELLES ET CEUX QUI LUTTENT ET À CELLES ET CEUX QUI ONT TRIOMPHÉ

Ce message s'adresse à celles et ceux qui ont senti ou sentent encore le poids des chaînes, qui ont connu ou connaissent encore l'obscurité d'une cellule, et qui luttent avec courage pour retrouver la lumière de la liberté. Il s'adresse aussi à celles et ceux qui ont accompagné, à distance ou de plus près, un prisonnier ou une prisonnière politique en quête de justice.

Après 27 années passées en prison, Nelson Mandela nous a transmis un enseignement inestimable sur la résilience, la persévérance et l'essence même de la liberté. Il nous a appris qu'« être libre, ce n'est pas seulement se débarrasser de ses chaînes, mais vivre d'une façon qui respecte et renforce la liberté des autres ». Nelson Mandela nous rappelle aussi que « notre véritable attachement à la liberté ne se mesure pas à la facilité avec laquelle on l'obtient, mais au prix que nous sommes prêts à payer pour la conserver ».

Comme vous le savez, la liberté ne se résume pas à l'absence de chaînes physiques. C'est un état d'esprit, une certaine disposition. Celui ou celle qui lutte pour la libération d'un prisonnier ou d'une prisonnière politique lutte pour la liberté de tous les prisonniers politiques et œuvre en faveur du rétablissement de la démocratie. Il s'agit-là d'un principe fondamental, qui doit guider notre cheminement. Chaque victoire individuelle constitue un triomphe collectif, tandis que chaque obstacle rencontré nous rappelle l'importance de notre mission commune.

Le chemin vers la liberté est ardu et semé d'embûches. Chaque pas effectué exige son lot de sacrifices, d'endurance et de foi inébranlable en la justice et l'humanité. Mais le combat ne prend pas fin avec la libération : une fois arrivé à bon port, et même en cours de route, il est primordial de ne pas l'oublier. Pour citer Gene Sharp, « la lutte pour la liberté est, par essence, une lutte incessante ». La véritable bataille se livre à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des barreaux d'une cellule, avec des enjeux différents mais tout aussi complexes.

La liberté que certains ont gagnée, et à laquelle d'autres aspirent encore, doit être défendue et protégée. Parce qu'elle est fragile, la démocratie, qui est l'âme de la liberté, requiert une attention constante. Ne sous-estimez pas les obstacles qui se dresseront sur votre chemin. Certains essayeront de vous faire taire ou de discréditer votre combat. Vous serez parfois découragé ou tenté de céder à la suffisance. Mais n'oubliez jamais qu'après l'avoir revendiquée et acquise, la liberté est un trésor qu'il faut protéger avec courage et détermination.

Si la libération d'un prisonnier politique est une victoire, elle nous rappelle aussi que bien d'autres croupissent encore derrière des barreaux en attendant le moment où justice leur sera rendue. Nous ne pouvons, nous ne devons pas les oublier. Nous menons ce combat pour chacun d'entre eux, mais aussi pour tous ceux qui, un jour, pourraient être réduits au silence pour leurs opinions ou leurs activités militantes.

Le rétablissement de la démocratie est une tâche collective exigeant la participation active de chaque citoyen et de chaque esprit libre ou en quête de liberté. C'est une démarche perpétuelle qui repose sur l'engagement, l'éducation et l'action des citoyens. Chacun d'entre nous a un rôle à jouer dans ce cheminement.

Pour terminer, nous célébrerons le moment tant attendu de la libération, ou, à défaut, la soif de liberté ; sans oublier qu'il ne s'agit que d'un chapitre dans le livre bien plus vaste de notre combat pour la justice et la démocratie. La liberté est un voyage, et pas une destination. Au cours de ce voyage, chaque étape, chaque action et chaque voix compte. Avançons avec détermination, avec espoir et avec la certitude qu'ensemble, nous pourrons bâtir un monde plus libre et plus juste pour tous.

Que la lumière de la justice éclaire chacun de vos pas sur le chemin qui mène à la liberté.

Dans un monde où la détention pour motifs politiques est couramment utilisée par les régimes autocratiques pour faire taire les voix dissidentes, il n'est pas rare de se sentir seul et impuissant. Pourtant, l'histoire a montré plus d'une fois que la résistance et la lutte pour la justice sont des forces que rien n'arrête ; et l'expérience de celles et ceux qui ont surmonté ces épreuves témoigne du caractère inflexible de la volonté humaine.

Ce guide est un recueil indispensable de conseils, de stratégies et de témoignages pour le combat que vous allez mener. Il fait entendre la voix des prisonniers et prisonnières politiques, de leurs familles et de leurs avocats, de militants et de spécialistes issus de différents horizons, unis dans leur engagement pour la justice et la liberté.

Face à des détentions pour motifs politiques qui peuvent faire fi du droit, la détermination pour faire triompher la justice et la liberté est lumineuse. Vous n'êtes pas seul à mener ce combat. Au fil des pages de cet ouvrage, vous trouverez des outils, le soutien et l'inspiration dont vous aurez besoin pour avancer sur le chemin qui mène à la liberté.

